

Examen provincial- municipal du financement et du mode de prestation des services

| Envisager l'avenir ensemble |





ERRATA

Veillez apporter les corrections suivantes à l'annexe A :

1. Page 34 : *Le titre d'Andy Koopmans devrait se lire comme suit :*

Andy Koopmans, directeur général, Association des directeurs généraux, des secrétaires et trésoriers municipaux de l'Ontario

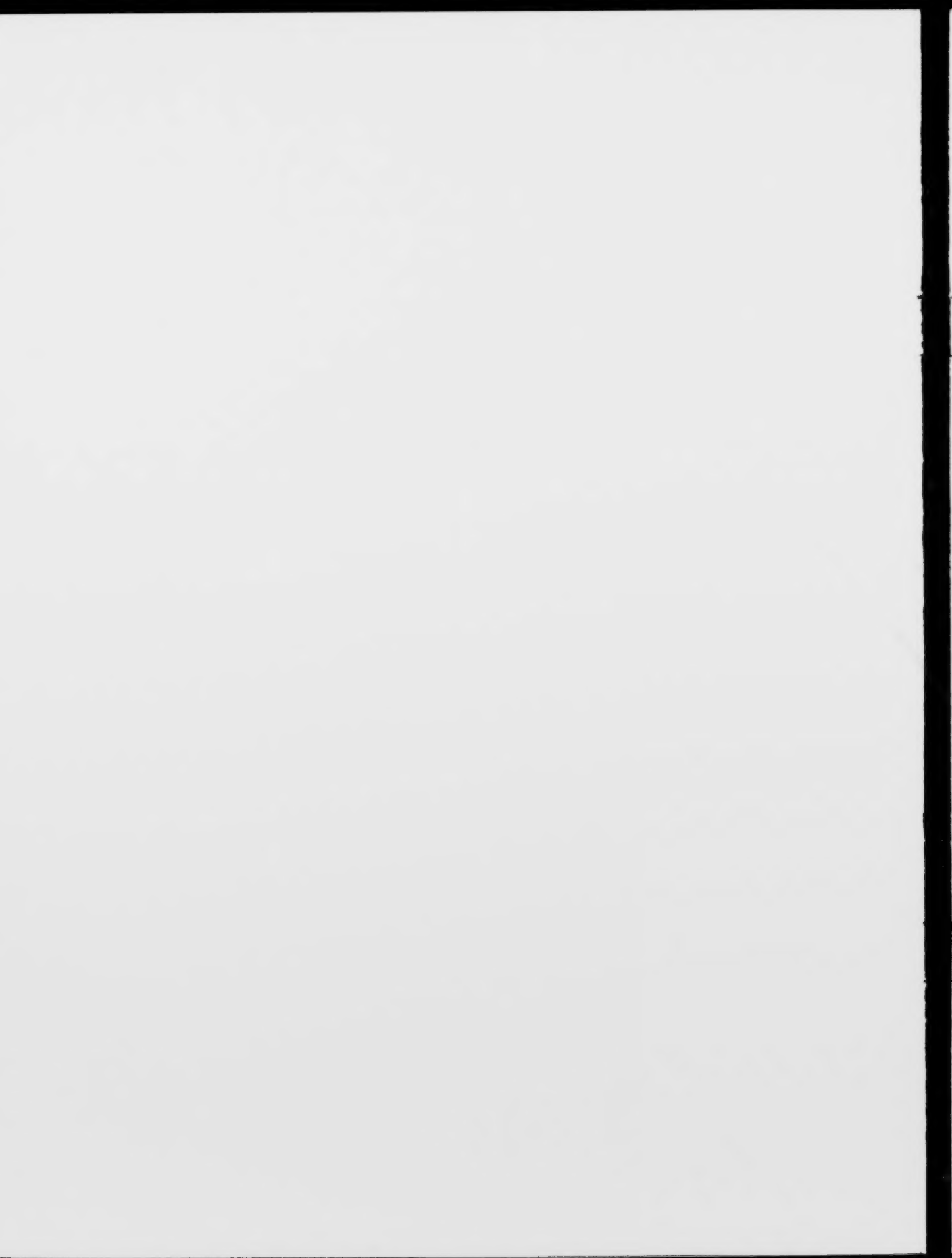
2. Pages 33, 34, 35 : *Le nom de la personne suivante devrait se lire comme suit :*

Laurel McCosham, conseillère en politiques, Association of Municipalities of Ontario

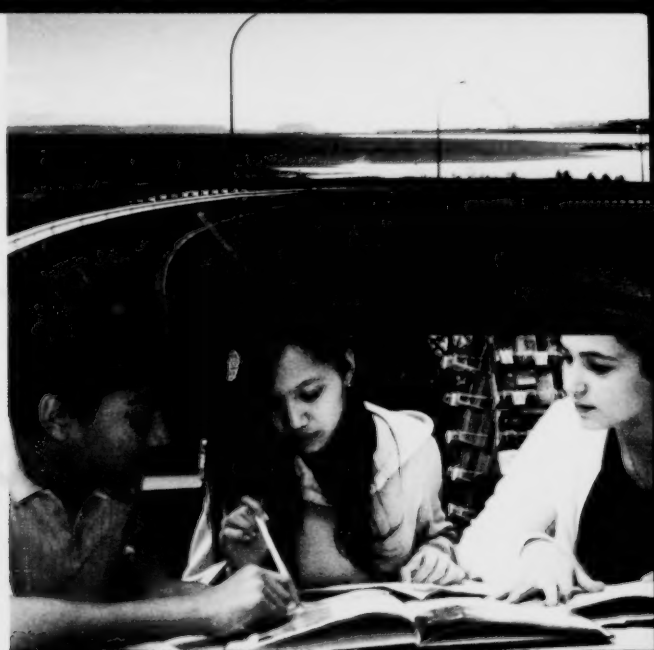
3. Pages 33, 35 : *Le titre de Clíodhna McMullin devrait se lire comme suit :*

Clíodhna McMullin, sous-ministre adjointe, Examen provincial-municipal du financement et du mode de prestation des services, ministère des Services sociaux et communautaires

Novembre 2008



EXAMEN PROVINCIAL-
MUNICIPAL DU
FINANCEMENT ET DU
MODE DE PRESTATION
DES SERVICES



MESSAGE DES MEMBRES DE LA TABLE POLITIQUE

AUTOMNE 2008

Nous sommes heureux de vous présenter le Rapport de l'Examen provincial-municipal du financement et du mode de prestation des services (EPMFPS), le résultat du travail conjoint de l'Ontario, de la Association of Municipalities of Ontario (AMO) et de la cité de Toronto. On décrit dans ce rapport l'approche de financement et de la prestation des services en Ontario; il s'agit d'un document de grand intérêt pour le partenariat entre le gouvernement provincial et les administrations municipales.

Le présent rapport est le fruit de près de deux ans de travail intensif par les dirigeants municipaux et provinciaux. Nous souhaitons d'abord remercier les nombreuses personnes qui ont contribué à la production de notre rapport. Les membres de la Table de coordination et les groupes de travail y ont consacré beaucoup d'heures et se sont déplacés de tous les coins de l'Ontario pour participer à cette importante tâche.

Après des mois de recherche, d'analyse et de discussion, nous avons atteint un nouveau consensus, entre les administrations municipales et le gouvernement provincial, sur nos responsabilités et priorités respectives et communes et les occasions qui se présentent à nous.

Nous avons écouté ce que chacun avait à dire et nous avons appris les uns des autres.

Nous avons maintenant une vision commune d'une province possédant une économie solide et compétitive, et qui offre une excellente qualité de vie à tous ses résidents.

Ce rapport consensuel annonce le transfert de fonds pour des services qui, auparavant, était payés en partie par les administrations municipales. Cela représente un avantage net de 1,5 milliard de dollars par année d'ici 2018 et établira un nouveau cadre fiscal pour l'avenir. L'argent de l'impôt foncier utilisé actuellement pour financer ces services sera dorénavant disponible pour des priorités municipales comme les infrastructures.

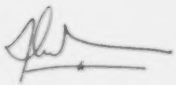
En tant que collectivité, nous faisons face à une économie mondiale incertaine et à une demande croissante en services sociaux. Nous nous sommes rappelé la nécessité de protéger l'assiette de l'impôt foncier de l'augmentation de ces coûts. Nous avons choisi une approche à long terme consistant en un cadre fiscal progressif et durable pour la province et les municipalités. De plus, nous avons ouvert la voie qui permettra d'aider les administrations municipales à établir des budgets et des plans qui favoriseront la prospérité de nos collectivités.

Dans le présent rapport, nous expliquons notre engagement à travailler ensemble dans le cadre de certains projets, y compris trouver des moyens d'obtenir des résultats concrets pour les bénéficiaires de nos services sociaux. Ensemble, ces projets apporteront des avantages à toute la population ontarienne dans les années à venir.

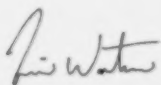
Toutes les parties s'entendent pour dire que ce dialogue reflète une nouvelle approche de collaboration. Le présent Examen a solidement établi une relation respectueuse et efficace. Devant les défis et les opportunités qui nous attendent, il nous permettra de maintenir cette collaboration au nom de la prospérité de la population que nous servons.

Notre partenariat est plus fort que jamais et ensemble, nous présentons à la population de l'Ontario un rapport qui constitue un plan adapté à notre époque.

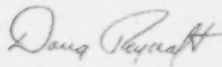
Avec tout notre respect,



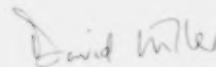
L'honorable Dwight Duncan
Ministre des Finances



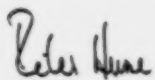
L'honorable Jim Watson
*Ministre des Affaires
municipales et du Logement*



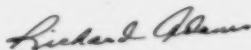
Doug Reycraft
*Chef, Équipe d'examen de
l'AMO, président président de la
Association of Municipalities
of Ontario*



David Miller
Maire, cité de Toronto



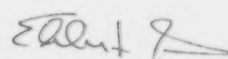
Peter Hume
*Président, Association of
Municipalities of Ontario*



Richard Adams
Maire, ville de Parry Sound



Roger Anderson
*Président, municipalité
régionale de Durham*



Eddie Francis
Maire, cité de Windsor



Hazel McCallion
Maire, cité de Mississauga



Michael Power
*Maire, municipalité de
Greenwich*



Bob Sweet
Maire, cité de Mississauga

TABLE DES MATIÈRES

Résumé

Le travail en partenariat

- Mise en contexte

- Ensemble vers l'avenir

 - Vision commune

 - Objectifs en matière de politique publique

Grandes conclusions

- Transfert des responsabilités relatives au PMO et au POSPH

- Programme Ontario au travail

- Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario (FPMO)

- Fonds de réduction

- Sécurité des tribunaux

- Autres enjeux et mesures prises

 - Infrastructure

 - Services à la personne

- Cadre réglementaire

- Autres travaux de recherche

 - Indicateurs de la santé financière des municipalités

 - Compétitivité économique

Maintenir les partenariats

Annexes

- Annexe A : Charte de l'Examen et membres de la Table

- Annexe B : Consultation et propositions

- Annexe C : Tables de concertation

- Annexe D : Emplacement des tribunaux de l'Ontario

- Annexe E : Infrastructures – Tableaux et cartes

- Annexe F : Indicateurs de la santé financière des municipalités



RÉSUMÉ

RÉSUMÉ

Le présent rapport explique le consensus auquel sont parvenus le gouvernement provincial, la Association of Municipalities of Ontario (AMO) et la cité de Toronto dans le cadre d'un examen des ententes provinciales-municipales. L'examen, qui a débuté vers la fin de 2006, reflète l'engagement en matière de consultation décrit dans la *Loi de 2001 sur les municipalités* et dans la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*. La portée des éléments étudiés était vaste, allant des relations financières aux infrastructures, en passant par la prestation des services à la personne.

En adoptant la position consensuelle décrite dans le présent rapport, on vise à concrétiser la vision que partagent la province de l'Ontario et les municipalités de l'Ontario, soit celle d'une province solide et compétitive sur le plan économique et qui offre une excellente qualité de vie à ses résidents. Un des grands thèmes de l'examen était la nécessité de concrétiser cette vision de façon responsable, abordable et durable. Les partenaires ont également convenu qu'ils servent les intérêts de la même population et qu'ils peuvent accomplir davantage s'ils unissent leurs forces.

Une fois entièrement mise en œuvre, cette entente historique représentera un avantage net de plus de 1,5 milliard de dollars par année pour le secteur municipal. Les résultats fiscaux de cet examen peuvent être résumés ainsi : nous avons tourné la page sur le financement des programmes d'avantages sociaux et d'aide sociale, qui seront retirés de l'assiette de l'impôt foncier. Ces transferts ne donnent pas de nouvelles responsabilités aux municipalités dans le cadre du processus.

Plus précisément :

- En 2007, assez tôt dans le processus d'examen, l'Ontario a convenu d'assumer en totalité le financement du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH) et du Programme de médicaments de l'Ontario (PMO). Le changement s'effectue de façon progressive, et c'est en 2011 que la province assumera la totalité du financement.
- À partir de 2010, l'Ontario reprendra la responsabilité des coûts municipaux relatifs aux prestations offertes dans le cadre du programme Ontario au travail (programme de soutien du revenu et d'aide à l'emploi). Cette reprise s'échelonnnera sur neuf ans.
- D'ici le 1^{er} janvier 2010, l'AMO, la cité de Toronto et la province de l'Ontario formuleront des recommandations quant aux principes d'examen de la méthode de financement de la gestion du programme Ontario au travail de façon à la simplifier et à renforcer la responsabilisation. Les coûts de la gestion du programme Ontario au travail continueront d'être répartis également entre la province et les municipalités en raison des coûts réels vérifiables jusqu'à ce qu'on atteigne le maximum de l'allocation approuvée pour l'année 2009.
- À partir de 2009, l'avantage pour chaque municipalité sera calculé en additionnant sa subvention provenant du Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario (FPMO) à la valeur du transfert des avantages du PMO, du POSPH et du programme Ontario au travail, et sera comparé à ses subventions de base de mars 2007 dans le cadre du FPMO.
- En 2009, la province s'assurera que l'avantage combiné des économies d'une municipalité provenant du transfert de l'administration du PMO et du POSPH et de ses revenus provenant du FPMO ne sera pas inférieur à son allocation du FPMO de mars 2007.

- Le FPMO connaîtra une diminution et sera évalué à environ 500 millions de dollars en 2016. Cette diminution rendra compte de la baisse des coûts des programmes sociaux assumés par les municipalités, baisse attribuable à l'augmentation du transfert des allocations du PMO, du POSPH et du programme Ontario au travail.
- À partir de 2012, la province transférera les coûts de sécurité des tribunaux (y compris le transport des détenus). Ce transfert sera échelonné sur une période de sept ans et consistera en un financement offert aux municipalités jusqu'à concurrence de 125 millions de dollars par année à la fin de la période.

Infrastructures

- Les municipalités sont conscientes qu'elles doivent augmenter les investissements réalisés dans les infrastructures municipales en partenariat avec les gouvernements fédéral et provincial.
- Les participants à l'examen ont convenu qu'il est essentiel que les municipalités élaborent et partagent des pratiques exemplaires pour la planification de la gestion des biens.
- Nous convenons de mettre au point un processus qui sera utilisé par la province et les municipalités pour trouver des solutions en ce qui a trait aux responsabilités et aux ententes de financement pour les routes et les ponts.
- Nous considérons qu'il est nécessaire d'établir des partenariats sur le plan du transport en commun comme l'initiative provinciale Transports-Action Ontario 2020 dans la région du grand Toronto, et d'allouer au transport en commun une partie de la somme recueillie grâce à la taxe provinciale sur l'essence.

Services à la personne

- Nous insistons auprès du gouvernement fédéral pour qu'il assume ses responsabilités financières dans des domaines cruciaux tels que les logements abordables et la réduction de la pauvreté, une assurance-emploi adéquate pour les personnes vulnérables en Ontario et le transport en commun.
- La province et les municipalités travailleront à regrouper les nombreux programmes existants ayant trait aux logements et à l'itinérance en un seul service de logements dont la gestion sera assurée à l'échelle municipale.
- Nous élaborerons conjointement un cadre de responsabilisation pour les services sociaux qui sera fortement axé sur les résultats des programmes. Le cadre sera utilisé dans le cas des services pour lesquels les deux ordres de gouvernement sont responsables, notamment pour le programme Ontario au travail.
- Nous convenons de travailler en collaboration à la simplification et à la modernisation de la prestation des services de soutien du revenu et d'aide à l'emploi. Pour ce faire, nous devons réaliser, en collaboration, d'autres analyses de politiques et d'autres analyses financières dans le but de cerner des possibilités.
- De plus, nous convenons de mieux intégrer le programme Ontario au travail, le POSPH et les services d'emplois du programme Emploi Ontario dans le but d'améliorer les possibilités d'emploi offertes aux clients et de mieux utiliser les ressources.
- Nous poursuivrons l'intégration des programmes de santé publique et des dispositions relatives à la prestation des services, notamment la souplesse des structures de gouvernance des conseils de santé, tout en améliorant l'intégration des programmes de promotion de la santé aux services sociaux et en simplifiant les relations entre les conseils de santé et les ministères provinciaux.

- Nous maintiendrons les dispositions actuelles relatives à la prestation des services d'ambulance terrestre et nous appuyons en principe la possibilité d'un service de répartition, qui pourrait faire l'objet d'une analyse des résultats par les responsables du projet pilote de Niagara.
- Nous recommandons une meilleure intégration des services de garde d'enfants et des services à l'enfance, dans le but d'améliorer la capacité d'apprentissage et les résultats en matière de développement des enfants. Nous transmettrons également les scénarios des tables de concertation au conseiller en apprentissage préscolaire de la province.

Enfin, nous affirmons que tous les nouveaux règlements touchant les municipalités continueront d'être examinés à la lumière du protocole d'entente conclu avec l'AMO et de l'Entente Toronto-Ontario de coopération et de consultation.

Les éléments présentés ci-dessus entraîneront des changements à certaines ententes de financement et visent à améliorer la prestation des services. Cependant, ils n'entraîneront aucun changement sur le plan des responsabilités en matière de prestation des services.

Notre consensus découle du travail d'analyse accompli par les tables de concertation sur l'infrastructure, la responsabilisation de la prestation des services et l'architecture financière et la compétitivité économique. Les options proposées par les tables de concertation n'ont pas toutes été incluses dans le plan d'action. Les rapports des tables sur l'infrastructure et sur la responsabilisation de la prestation des services, ainsi qu'un document sur la compétitivité économique et un ensemble d'indicateurs de la santé fiscale municipale, ont été des sources utiles pour le présent examen. Une partie de ce travail contribuera à orienter la mise en œuvre des divers composants du consensus. Ces sources documentaires peuvent être consultées à l'adresse www.amo.on.ca. Le rapport reflète le consensus des membres de la Table politique. Les rapports des tables de concertation ont fourni de l'information, de la recherche et des recommandations utiles aux fins d'examen par les membres de la Table politique. Ces rapports ont été produits en partenariat par des représentants du gouvernement de l'Ontario, de la cité de Toronto et de l'AMO, et ne traduisent pas nécessairement une position consensuelle de tous les partenaires.



LE TRAVAIL EN PARTENARIAT

En décembre 2006, le gouvernement provincial, l'AMO et la cité de Toronto ont entrepris ensemble un processus d'examen et de mise à jour des ententes entre la province et les municipalités. Cet examen, sur lequel les différentes parties se sont entendues, reflète l'engagement à l'égard de la coopération et de la consultation décrit dans la *Loi de 2001 sur les municipalités* et la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*.

L'examen, qui a été orienté par la Table politique, dont les membres ont approuvé le présent document, visait à établir les bases d'un nouveau partenariat en matière de finance et de prestation des services entre la province et ses municipalités. La portée des éléments touchés par le partenariat était vaste, allant des relations financières aux infrastructures, en passant par la prestation des services à la personne. On a également étudié la question de l'actualisation du partenariat entre le gouvernement provincial et les administrations municipales dans le but de renforcer l'économie de l'Ontario, d'accroître sa compétitivité et d'améliorer la qualité de vie des résidents de la province. Tout au long de l'examen, afin de respecter la charte de l'examen adoptée en décembre 2006, les parties ont gardé en tête les objectifs suivants :

- Développement économique à long terme et prospérité de l'Ontario et de ses collectivités;
- Capacité financière suffisante et viabilité budgétaire pour le gouvernement provincial et les administrations municipales;
- Équité pour la population de l'Ontario;
- Réalisation d'investissements opportuns dans les infrastructures;
- Prestation efficace des services offerts par la province et les municipalités à la population de l'Ontario.

La gestion de l'examen a été assurée par une table de coordination composée de dirigeants provinciaux et municipaux. Ces derniers ont coordonné le travail de trois tables de concertation : une sur la responsabilisation en matière de prestation des services, une autre sur les questions liées aux infrastructures et une dernière sur l'architecture financière et la compétitivité économique. Leurs sources documentaires peuvent être consultées à l'adresse www.amo.on.ca. Le rapport reflète le consensus des membres de la Table politique. Les rapports des tables de concertation ont fourni de l'information, de la recherche et des recommandations utiles aux fins d'examen par les membres de la Table politique. Ces rapports ont été produits en partenariat par des représentants du gouvernement de l'Ontario, de la cité de Toronto et de l'AMO, et ne traduisent pas nécessairement une position consensuelle de tous les partenaires.

Les membres de chaque table agissaient au nom d'un large éventail de représentants de municipalités, de la province et d'autres organisations qui possèdent une expertise particulière propre au mandat de leur table et qui présentent un intérêt à l'égard de ce mandat. Pendant toute la durée de l'examen, les membres des tables se sont réunis fréquemment dans le but de discuter en profondeur des enjeux actuels et des possibilités d'amélioration des services dont les municipalités et la province ont la charge.

L'annexe A contient la description du mandat, de la charte et des principes de l'examen, de même que la composition des différentes tables.

De nombreux intervenants et des membres de la population ont également participé au processus d'examen et ont formulé des commentaires, donné leur point de vue et offert leurs conseils. L'annexe B présente un résumé des faits saillants de cette participation. Les membres de la Table de coordination ont fait la synthèse de tous les éléments présentés dans le but de conseiller les membres de la Table politique, composée de représentants élus ayant participé aux discussions qui ont mené à l'établissement d'un consensus final et qui ont également approuvé ce consensus, dont la description figure dans le présent rapport.

Les discussions engagées dans le cadre du processus témoignaient parfois de la variété des points de vue des différents et nombreux participants. Néanmoins, la solide relation entre la province et les municipalités et les efforts soutenus déployés dans le but de répondre aux besoins de la population de l'Ontario ont favorisé l'obtention d'un consensus au chapitre de divers enjeux d'importance.

Cet important rapport établit les nouvelles orientations en ce qui concerne la relation entre le gouvernement de l'Ontario et les administrations municipales pour le XXI^e siècle sur le plan des ententes de financement et de la prestation des services à la population de l'Ontario. Le rapport présente également les grandes lignes du consensus obtenu après plus de 18 mois d'analyses, d'examen et de discussions.

Les participants au processus d'examen remercient les représentants du gouvernement provincial et des administrations municipales, qui les ont conseillés au chapitre de l'analyse, de la recherche, de la modélisation et de l'établissement de politiques.

MISE EN CONTEXTE

La population de l'Ontario est plus instruite, informée, diversifiée et mobile que jamais. Elle s'attend à recevoir des services publics de grande qualité conçus et offerts de façon à réduire leurs coûts. Depuis le début des années 1990, tous les ordres de gouvernement prennent des mesures dans le but de répondre à ces attentes, ce qui a eu des répercussions sur les relations entre ces différents ordres de gouvernement et sur les responsabilités de chacun.

Les changements apportés au cadre financier provincial-municipal vers la fin des années 1990 revêtent une pertinence particulière à l'examen dont il est question dans le présent rapport. En 1996, le précédent gouvernement provincial avait mis sur pied le Comité chargé de déterminer qui fait quoi dont le mandat consistait à conseiller le gouvernement sur « les façons d'éliminer les cas de chevauchement et la réglementation excessive et de clarifier les responsabilités de chacun au chapitre de la prestation de services par la province et les municipalités ». Les membres du Comité ont établi une distinction entre les services des équipements publics destinés aux biens (p. ex. entretien des routes et des égouts) et les services offerts à la population (p. ex. l'aide sociale et l'éducation). En règle générale, les recommandations formulées par les membres du Comité favorisaient le transfert des responsabilités relatives au financement des services des équipements publics aux municipalités et de celles relatives aux services offerts à la population à la province.

Réorganisation des services locaux

En 1998, le précédent gouvernement provincial avait pris des mesures à l'égard de la question en mettant en œuvre la Réorganisation des services locaux, selon laquelle la majorité des coûts liés à l'éducation devaient être transférés à la province et la responsabilité totale ou partielle relative aux logements sociaux, à l'aide sociale, au transport en commun, aux services de garde d'enfants, à la santé publique, et aux services d'ambulance terrestre devait être transférée aux municipalités. La province a offert le Fonds de réinvestissement communautaire (FRC) pour augmenter la capacité fiscale locale et a garanti la neutralité fiscale du processus. Dans son rapport annuel de 2001, le vérificateur provincial a conclu que le FRC n'était pas conforme à la garantie du gouvernement précédent en ce qui a trait à la neutralité fiscale du processus de réorganisation. Du point de vue des municipalités, la réorganisation des services locaux a été perçue comme un ensemble d'objectifs d'épargne fiscale arbitraires plutôt qu'une amélioration de la prestation et de la responsabilisation des services. En raison de la nature unilatérale de cette réorganisation, le processus a eu une incidence considérable sur la relation entre la province et les municipalités. Depuis, les municipalités ont eu de la difficulté à répondre aux demandes croissantes en matière d'investissement dans les infrastructures et de prestation des services.

LA PROVINCE ET LES MUNICIPALITÉS BÉNÉFICIENT MAINTENANT D'UNE SOLIDE BASE DE COLLABORATION :

protocole d'entente avec
l'AMO intégré aux lois
ajout d'un protocole au
protocole d'entente sur
des discussions entre le
Canada et l'Ontario qui ont
une incidence pour
les municipalités
modification de la *Loi de
2001 sur les municipalités*

*nouvelle Loi de 2006
sur la cité de Toronto*

signature de l'Entente
Toronto-Ontario de
coopération et de
consultation

réforme de la *Loi sur
l'aménagement du
territoire* et de la
Commission des affaires
municipales de l'Ontario

visant à accorder plus
d'importance aux
décisions locales et à
donner aux municipalités
plus d'outils fiscaux et
d'aménagement du
territoire

Au cours de la même décennie, le gouvernement provincial a également transféré aux municipalités la responsabilité de biens de grande envergure, notamment de plus de 200 stations de traitement d'eau, de 5 000 kilomètres de voies de communication et des ponts qui s'y trouvent et d'environ 250 000 logements sociaux. Ces biens, dont les besoins en matière d'entretien étaient variables, ont accru de façon considérable la responsabilité de la plupart des municipalités au chapitre des infrastructures. Durant la même période, la province a offert aux municipalités un financement unique pour les aider dans cette transition (335 millions de dollars pour les routes et 175 millions pour les logements sans but lucratif).

Au cours des cinq dernières années, le gouvernement provincial et les administrations municipales ont déployé des efforts dans le but d'entretenir des relations plus productives et plus axées sur la collaboration. La nature de cette relation a été confirmée par des modifications législatives et des ententes officielles de consultation.

La province a également accordé du financement continu aux municipalités afin de les aider à assumer les coûts plus élevés des programmes sociaux et d'autres responsabilités. Par exemple, entre 2004 et 2007, la province a augmenté sa portion du financement en santé publique de 50 % à 70 %. De plus, à partir de 2006, le gouvernement a offert 300 millions de dollars supplémentaires en trois ans pour les coûts d'ambulance terrestre. Bien que les municipalités aient été heureuses de ces changements, l'objectif de l'examen réalisé consistait en l'analyse approfondie des rôles, des responsabilités et des relations.

Investissements considérables dans les infrastructures

La prise de nombreuses mesures dans le but de respecter des objectifs importants en matière de politique a entraîné une augmentation des coûts liés aux infrastructures et à l'exploitation que les municipalités doivent assumer. Prenons par exemple l'établissement de normes environnementales plus strictes et d'autres améliorations apportées aux systèmes de santé et de sécurité, l'établissement de conventions d'arbitrage municipales et les changements apportés aux lois. La province a investi plusieurs milliards de dollars depuis 2003 – dont 4,8 milliards de dollars au cours des deux derniers exercices seulement – dans le but d'aider les municipalités à mieux entretenir leurs infrastructures, à améliorer leur état et à les agrandir. La province a insisté sur son engagement envers le transport en commun au moyen de son initiative Transports-Action 2020 dans la région du grand Toronto et de l'allocation d'une portion de la taxe provinciale sur l'essence aux municipalités pour leurs besoins en matière de transport en commun.

Le paysage provincial-municipal actuel est très différent de celui d'avant. L'administration et la gouvernance publiques sont orientées par les exigences grandissantes et les normes de plus en plus strictes. Les tendances et les transitions qui ont marqué les dernières décennies sont à l'origine d'un ensemble de plus en plus complexe de relations entre la province et les municipalités, puisque ces dernières doivent gérer des demandes concurrentielles à l'égard de leurs ressources.

De plus en plus, les municipalités de l'Ontario trouvent des façons d'unir leurs efforts au lieu de simplement se faire concurrence lorsque de nouvelles occasions se présentent; en agissant ainsi, et avec la province comme partenaire, la compétitivité économique sera accrue. Cette collaboration est particulièrement essentielle en raison des difficultés économiques qui sont survenues depuis le début de l'examen.

De plus, la collaboration est également essentielle pour que les programmes de services publics et d'infrastructures soient aussi efficaces que possible et qu'ils se traduisent par des progrès mesurables sur le plan de la qualité de vie de l'Ontario et de la prospérité de la province.

Le gouvernement provincial et les administrations municipales ont des intérêts communs et servent les mêmes personnes, soit les contribuables et les prestataires des services publics. C'est en unissant leurs forces que le gouvernement provincial et les administrations municipales obtiendront de meilleurs résultats. Il s'agit de la meilleure façon de tirer le maximum de l'argent des contribuables et des autres ressources publiques.

ENSEMBLE VERS L'AVENIR

Vision commune

Le gouvernement provincial et les administrations municipales ont une vision commune, soit celle d'une province prospère et où il fait bon vivre.

C'est également une province où les disparités entre les besoins liés aux infrastructures et les récentes dépenses ont été réduites et où on est en mesure d'assumer les coûts permanents ayant trait à la réparation, à la remise en état, au remplacement et à l'amélioration des installations existantes et à la construction de nouvelles installations.

C'est une province dont les programmes répondent aux besoins des citoyens à risque et vulnérables de l'Ontario.

C'est une province où les programmes d'aide sociale ne sont pas financés par l'assiette d'imposition foncière.

Le consensus décrit dans le présent rapport vise à renforcer l'économie de l'Ontario et à améliorer sa compétitivité de même qu'à s'assurer que les résidents de la province jouissent d'une excellente qualité de vie. Un des grands thèmes de l'examen était la nécessité de concrétiser cette vision de façon responsable, abordable et durable. Il faudra offrir des services de façon plus efficace, en simplifiant et en regroupant des ententes au besoin et en orientant les efforts en fonction des résultats.

Objectifs en matière de politique publique

Des éléments importants d'une entente représentant de bonnes politiques publiques et au sujet desquels nous étions tous d'accord sont ressortis des efforts que nous avons déployés pour trouver des solutions. Bon nombre de ces points ont été recommandés par les tables de concertation et ont été étayés par les conclusions de ces tables, dont les conclusions et le rôle sont décrits à l'annexe C.

MEILLEURE HARMONISATION DES SOURCES DE FINANCEMENT ET DE L'UTILISATION DE CE FINANCEMENT

Les services et les infrastructures peuvent généralement être financés par l'impôt foncier et les utilisateurs des services, les droits d'aménagement et l'impôt provincial et fédéral, de même que par d'autres sources de revenu. Une partie du revenu est reçue régulièrement, tandis qu'une autre partie est reçue en un versement unique. En général, la source de financement associée à chaque type de service est assez manifeste. L'amélioration de l'harmonisation des sources de financement et de leur utilisation a été un élément important de l'examen. Les conclusions générales de l'examen sont les suivantes :

- Les municipalités sont les mieux placées pour bâtir et gérer les infrastructures dont dépendent le plus les résidents et dont la plupart des avantages leur reviennent. Parmi ces infrastructures se trouvent la gestion des déchets solides, les systèmes d'aqueduc et de traitement des eaux usées, les routes locales et le transport en commun. Les commerces et les résidents peuvent s'attendre à payer une partie importante des coûts de ces services au moyen de l'impôt foncier, des frais d'utilisation, des droits d'aménagement ou d'une combinaison de ces sources de financement. Dans certains cas, les gouvernements fédéral et provincial sont toujours partenaires pour le financement de ces actifs.
- Les gouvernements fédéral et provincial ont un rôle important à jouer en ce qui a trait au financement de certaines infrastructures municipales, particulièrement lorsque leurs investissements se traduisent par de nombreuses retombées tant pour la population que sur le plan économique, par exemple le transport en commun. De plus, les provinces peuvent être appelées à venir en aide aux municipalités qui, sans cette aide, ne seraient pas en mesure de veiller à l'entretien adéquat de leurs infrastructures publiques.
- Les partenaires reconnaissent que les programmes dans le cadre desquels des prestations sociales diversifiées sont versées sont généralement mieux financés par des revenus provinciaux.
- Lorsque les actions d'un ordre de gouvernement peuvent avoir des répercussions sur les dépenses d'un autre, il est important de s'assurer que les répercussions financières et autres peuvent être gérées et, au besoin, réduites. Lorsque cela est impossible, les gouvernements en cause peuvent avoir à se tourner vers d'autres ententes de financement ou ententes de responsabilité. À cette fin, les processus officiels de consultation et de collaboration sont établis dans les lois.
- Les Ontariens s'attendent à ce que le gouvernement fédéral soit un partenaire à part entière dans la résolution des problèmes d'aujourd'hui et l'établissement de la prospérité de demain. Cependant, le gouvernement fédéral ne fournit pas le même soutien à l'Ontario qu'à la plupart des autres régions du Canada dans des domaines comme l'infrastructure, le développement économique régional, l'assurance-emploi et les soins de santé. L'Ontario et ses municipalités sont donc désavantagées en matière de qualité des services, de compétitivité et de prospérité économique.

CAPACITÉ FINANCIÈRE ET RESPONSABILISATION

Puisque la population et les entreprises de l'Ontario sont de loin les sources de financement les plus considérables pour la province et les municipalités, les différents ordres de gouvernement doivent en définitive tenir compte de la capacité de payer des résidents pour obtenir des services publics. L'entente décrite dans le présent rapport reflète une certaine compréhension des outils fiscaux de chacun des ordres de gouvernement et tient compte des conséquences de nouvelles dispositions pour les deux ordres de gouvernement.

Pour assurer davantage la capacité financière, les deux ordres de gouvernement doivent aussi dépenser les fonds publics de manière efficace pour atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés. Ils doivent également être en mesure de montrer qu'ils agissent de manière responsable. Cela contribue à assurer des services abordables aujourd'hui et durables pour l'avenir.

LES RESPONSABILITÉS ET LES RÔLES COMMUNS DOIVENT ÊTRE CLAIRS ET SIMPLES

Le gouvernement de l'Ontario et les administrations municipales ont à cœur les intérêts de la population de l'Ontario et mettent à profit leurs points de vue, leurs connaissances et leurs compétences. Dans bien des cas, pour obtenir les meilleurs résultats possible, il est nécessaire de répartir les différentes responsabilités entre le gouvernement provincial et les administrations municipales.

Voici quelques exemples de responsabilités concernant le présent examen qui sont réparties entre le gouvernement provincial et les administrations municipales :

- **ÊTRE COMPÉTITIF SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE.** Le gouvernement provincial a une vue d'ensemble des forces économiques de la province et des moteurs mondiaux de la compétitivité économique. Ces renseignements servent de base à l'établissement de ses objectifs au chapitre de l'économie. Les municipalités fournissent un apport très utile au processus de développement économique grâce aux contacts étroits qu'elles entretiennent avec les employeurs locaux et par leur connaissance de la conjoncture locale, des possibilités et des différents enjeux. Le gouvernement provincial et les administrations municipales participent également à l'élaboration de la réglementation, exercice qui, lorsqu'il est simplifié et réalisé en collaboration, facilite l'établissement des entreprises, leur gestion et leur expansion.
- **OFFRIR DES SERVICES ESSENTIELS AUX PERSONNES DANS LE BESOIN, DONT DES SERVICES DE LOGEMENT, DE SOUTIEN DU REVENU ET D'AUTRES SERVICES CONNEXES.** Le gouvernement provincial établit des normes et précise l'orientation des programmes sociaux universels et verse une part importante du financement nécessaire à certains programmes et services. Les municipalités, quant à elles, gèrent et mettent en œuvre de nombreux programmes financés par le gouvernement provincial et assurent également la gestion de services locaux, tels que des parcs et des programmes de loisirs, qui améliorent la qualité de vie de la population.
- **S'ASSURER QUE LES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES SONT SECURITAIRES, FIABLES ET VIABLES SUR LE PLAN FINANCIER ET ENVIRONNEMENTAL.** Les municipalités possèdent et gèrent d'importants biens publics, tels que des stations de traitement des eaux usées et des réseaux d'aqueduc, des routes, des ponts, des réseaux de transport en commun et des installations de gestion des déchets. Il est entre autres de leur responsabilité d'effectuer l'évaluation des risques et les examens du niveau de service. Ensemble, ces biens municipaux forment le plus important portefeuille d'infrastructures publiques de l'Ontario. En ce qui a trait aux infrastructures municipales, le rôle de la province consiste principalement à établir une réglementation et des normes. Elle fournit aussi du financement et des options en matière d'ententes de gouvernance. Par exemple, les municipalités peuvent mettre sur pied des organisations en vue de la prestation de certains services. De plus, la province réalise des investissements dans les infrastructures qu'elle possède, comme les autoroutes provinciales, le Réseau GO, les hôpitaux et les édifices gouvernementaux.

Les répercussions possibles que cette pratique peut avoir sur les coûts liés aux services, sur l'efficacité des services et sur les résultats obtenus constituent un des aspects fondamentaux du partage des responsabilités. Un autre de ces aspects fondamentaux consiste à déterminer qui doit définir les normes et les niveaux de services (la province, les municipalités ou les deux). Afin que les principes de reddition de compte soient respectés quand il est question du partage des rôles, les responsabilités propres à la province et aux municipalités doivent être clairement définies.

Lorsque les rôles et les responsabilités de chacun ne sont pas bien définis, il se peut que certaines tâches se chevauchent, que les différentes parties ne sachent plus qui est responsable de quoi et qui doit rendre compte des résultats obtenus, et que le fardeau de la réglementation s'en trouve alourdi. Il se peut également que les ressources utilisées dans le but de venir en aide à la population ne soient pas utilisées efficacement. Les employés qui devraient plutôt effectuer la prestation des services se voient alors dans l'obligation de s'acquitter de formalités administratives, et ceux et celles à qui ces programmes et ces services s'adressent ressentent de la frustration en raison du manque de clarté et de responsabilité.

Comme nous l'avons constaté, les tendances et les transitions qui ont marqué les derniers temps sont à l'origine de l'étroite collaboration du gouvernement provincial et des administrations municipales de l'Ontario. La simplification et la meilleure gestion des rôles et des responsabilités, dans un cadre de responsabilisation commun, permettraient d'orienter davantage les efforts dans le but de répondre aux besoins de la population de l'Ontario plutôt que de diriger ces efforts sur les procédures à suivre. Elle permettrait aussi de libérer des ressources pour les priorités des différentes communautés.

Cet objectif est essentiel et nécessite un partenariat continu et collaboratif entre la province et les municipalités.

DANS LA RECHERCHE DE SOLUTIONS, IL FAUT TENIR COMPTE DES DIFFÉRENCES DES DIVERSES COLLECTIVITÉS

Les municipalités de l'Ontario sont trop variées pour que l'on puisse utiliser une approche unique. Des différences en ce qui concerne la taille de la population et du territoire, la démographie, l'activité économique et l'emplacement entraînent pour chaque municipalité des défis à relever qui lui sont propres. Les répercussions de ces différences se font également sentir dans les différents services publics : dans les besoins en matière d'infrastructure, dans la conception des programmes sociaux et du besoin de ce type de programmes, dans les efforts de développement économique et dans d'autres priorités locales. Les solutions envisagées à l'échelle de la province doivent tenir compte de ces différences notables.

L'examen visait à s'assurer que les recommandations formulées tenaient compte de ces objectifs fondamentaux en matière de politique publique.



GRANDES CONCLUSIONS

Dans le cadre de l'analyse des orientations possibles du partenariat renouvelé entre la province et les municipalités, notre but principal était de savoir dans quelle mesure ce partenariat pourrait nous aider à atteindre nos objectifs en ce qui a trait à notre vision de l'Ontario, objectifs qui sont décrits précédemment. Nous avons également étudié les possibilités ayant trait aux principes directeurs décrits dans l'annexe A, principes qui ont été adoptés au début du processus d'examen et dont la description figure dans la première charte.

Nous avons également étudié le contexte plus large d'importantes initiatives provinciales :

- La **stratégie de réduction de la pauvreté** de la province, qui sera publiée à la fin de 2008, donnera la possibilité de réussir aux familles à faible revenu;
- La province travaille conjointement avec les autres ordres de gouvernement pour offrir aux ménages à faible revenu et à revenu modeste des **logements abordables**;
- En 2007, le D^r Charles Pascal a été nommé **conseiller en apprentissage préscolaire** et chargé de formuler des recommandations sur la meilleure façon de mettre en œuvre un programme d'apprentissage à temps plein pour les enfants âgés de quatre et cinq ans.

Dans certains cas, la meilleure solution consistait à conseiller ceux et celles qui travaillent à l'étude de ces enjeux.

Notre entente permettra d'améliorer la prestation des services, mais ne changera pas la nature des responsabilités relatives à la prestation des services. Comme on l'a indiqué ci-dessous, certaines ententes de financement seront modifiées.

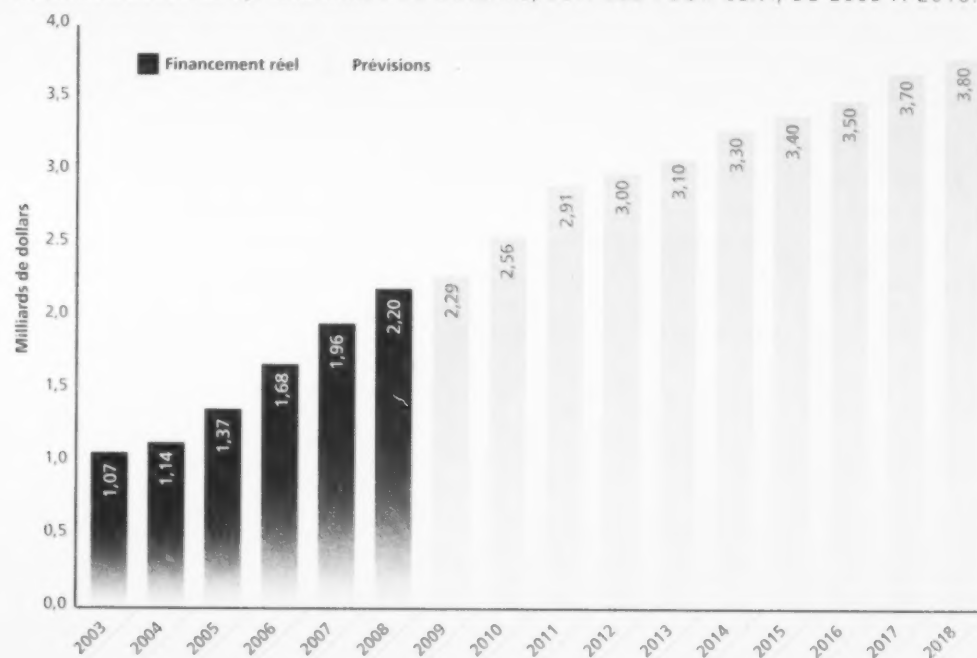
Enfin, on a convenu que le gouvernement fédéral doit jouer un rôle plus important dans certains domaines clés. Il fournit déjà un financement direct aux municipalités, par exemple en accordant une allocation sur la taxe fédérale sur l'essence. Nous sommes convaincus que le gouvernement doit s'engager de façon plus active dans des domaines tels que les logements sociaux et d'autres infrastructures sociales, parce qu'il s'agit de domaines prioritaires à l'échelle nationale. Il est important pour le gouvernement fédéral, qui travaille de concert avec les provinces, les territoires et les municipalités, d'élaborer des stratégies nationales de réduction de la pauvreté, d'amélioration du logement, de soutien des infrastructures et d'investissement dans le transport public.

Après avoir étudié un vaste éventail de questions, nous avons convenu de prendre les mesures présentées ci-dessous. À la fin de sa mise en œuvre, notre plan d'action procurera un avantage net de plus de 1,5 milliard de dollars par année aux municipalités comparativement à 2007. Le soutien total prévu pour les municipalités, en tenant compte des autres initiatives provinciales, sera de 3,8 milliards de dollars en 2018, soit une augmentation d'environ 250 % par rapport à 2003 (figure 1).

FIGURE 1:

LE SOUTIEN RÉCURRENT AUX MUNICIPALITÉS AUGMENTE

AUGMENTATION DE 2,7 MILLIARDS DE DOLLARS, SOIT 250 POUR CENT, DE 2003 À 2018.



Comprend la reprise par le gouvernement des programmes de prestations d'aide sociale (PMO, POSPH et Ontario au travail), la sécurité des tribunaux, le Fonds de réinvestissement communautaire / le Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario, le financement de la taxe provinciale sur l'essence, la santé publique et les services d'ambulance terrestre.

Ne comprend pas le financement ponctuel comme celui prévu par la *Loi permettant d'investir dans l'Ontario* et l'Initiative d'investissement dans l'infrastructure municipale.

Sources : ministères des Finances, des Transports, de la Santé et des Soins de longue durée et des Services sociaux et communautaires.

Pour être en mesure d'offrir un soutien supplémentaire aux municipalités, nous prendrons les mesures décrites ci-après.

TRANSFERT DES RESPONSABILITÉS RELATIVES AU PMO ET AU POSPH

Comme nous l'avons mentionné précédemment, en 2007, la Province a décidé assez tôt dans le processus d'examen de financer entièrement le POSPH et le PMO.

Le POSPH offre aux personnes handicapées admissibles une aide financière (appelée soutien du revenu) et une aide à la recherche d'emploi. Le PMO couvre la plupart des coûts des médicaments approuvés et des produits connexes pour les personnes admissibles, notamment, les personnes recevant de l'aide du POSPH et du programme Ontario au travail.

La Province met actuellement en œuvre le transfert du POSPH et du PMO, qui sera entièrement terminé d'ici 2011. Le coût des deux programmes était auparavant partagé par la province et les municipalités.

La figure 2 montre les composants qui seront transférés et le moment de leur transfert.

FIGURE 2:
TRANSFERT DU POSPH ET DU PMO SUR QUATRE ANS

	Partage des frais provinciaux en 2007		TRANSFERTS PROVINCIAUX			
			2008	2009	2010	2011
PMO	80%	>>>	100 %	100 %	100 %	100 %
POSPH Administration	50%	>>>	>>>	100 %	100 %	100 %
POSPH Prestations	80%	>>>	>>>	>>>	90 %	100 %

PROGRAMME ONTARIO AU TRAVAIL

La province a accepté de financer la totalité des prestations versées dans le cadre du programme Ontario au travail. Ces prestations sont offertes sous forme de soutien du revenu et d'aide à l'emploi et sont versées aux résidents de l'Ontario admissibles. Actuellement, les municipalités financent 20 % du coût des prestations du programme Ontario au travail, et la province assume le reste des coûts. Cette reprise des responsabilités permettra de réduire les coûts municipaux de plus de 400 millions de dollars par année d'ici 2018.

Nous convenons que les programmes de prestations sociales diversifiés sont généralement mieux financés par les revenus engendrés par la province que par les impôts fonciers locaux. La province établit des critères d'admissibilité et des taux pour ces programmes dont les coûts connaissent une croissance rapide lorsqu'il y a ralentissement de l'économie. En protégeant ces programmes de l'assiette fiscale de la province, le gouvernement provincial protège également les budgets municipaux de l'incertitude et de la volatilité des coûts des programmes. Étant donné que les administrations municipales connaissent et comprennent les conditions et les besoins locaux, elles ont un important rôle à jouer dans la prestation de ces services à leurs résidents et continueront donc d'administrer le programme Ontario au travail.

L'AMO, la cité de Toronto et la province de l'Ontario mettront sur pied un groupe de travail dont les membres étudieront les questions relatives à la méthode actuelle de financement de la gestion du programme Ontario au travail et recommanderont des principes à suivre dans le cadre des prochains examens, de même que des façons de simplifier et d'améliorer la responsabilité avant le 1^{er} janvier 2010. Les coûts de la gestion du programme Ontario au travail continueront d'être répartis également entre la province et les municipalités en raison des coûts réels vérifiables jusqu'à ce qu'on atteigne le maximum de l'allocation approuvée pour l'année 2009.

Le fait de reprendre la responsabilité du coût des prestations du programme Ontario au travail constitue un virage historique dans la politique, puisque le coût des prestations d'aide sociale de l'Ontario a toujours été assumé par la province et les administrations municipales, et ce, depuis 1930, moment où ces programmes ont vu le jour. Lorsque le transfert des responsabilités relatives au coût du PMO, du POSPH et du programme Ontario au travail sera terminé, la province assurera le financement de la totalité des programmes de prestations sociales dont les prestations sont directement versées à la population.

À partir de 2010, le gouvernement de l'Ontario commencera à assumer la responsabilité des coûts municipaux associés aux prestations du programme Ontario au travail. La reprise des responsabilités s'échelonnera sur une période de neuf ans et sera réalisée de la façon suivante :

FIGURE 3

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Prestations du programme Ontario au travail	—	3 %	6 %	14 %	29 %	43 %	57 %	71 %	86 %	100 %

FONDS DE PARTENARIAT AVEC LES MUNICIPALITÉS DE L'ONTARIO (FPMO)

En 2005, le FPMO a remplacé le Fonds de réinvestissement communautaire (FRC) à titre de principal paiement de transfert aux municipalités. Le FPMO est plus équitable et transparent que son prédécesseur et offre aux municipalités un financement similaire dans des circonstances similaires. Il aide les municipalités à assumer les coûts de leurs programmes sociaux, comprend des mesures de péréquation, tient compte des problèmes propres aux communautés nordiques et rurales et allège les coûts de maintien de l'ordre dans les communautés rurales.

L'un des principes fondamentaux de ce programme est qu'il peut s'adapter aux changements de la réalité des municipalités, comme le transfert des avantages du PMO, du POSPH et du programme Ontario au travail. Par souci de cohérence avec le fonctionnement du FPMO, les subventions des programmes sociaux seront ajustées pour refléter la réduction des coûts municipaux de ces programmes à mesure que les transferts progressifs seront effectués. Par conséquent, le FPMO sera diminué pour atteindre un niveau d'environ 500 millions de dollars d'ici 2016.

FONDS DE RÉDUCTION

En 2009, la province versera des fonds de réduction pour aider les municipalités qui verraient normalement leur allocation du FPMO diminuer en raison du retrait progressif du financement unique et transitoire qu'elles recevaient ces dernières années dans le cadre du FPMO.

Les mesures de réduction seront prises en 2009 à l'égard de chaque municipalité dont les économies réalisées grâce au transfert des responsabilités relatives à la gestion du PMO et du POSPH et aux revenus alloués dans le cadre du FPMO sont inférieures à l'allocation versée en mars 2007 dans le cadre du FPMO. La réduction sera équivalente à l'allocation versée dans le cadre du FPMO en mars 2007, moins le total des économies réalisées grâce à l'allocation versée en 2009 dans le cadre du FPMO et au transfert des responsabilités en 2009.

SÉCURITÉ DES TRIBUNAUX

Depuis la fin des années 1980, les municipalités où se trouve un tribunal provincial sont responsables des coûts relatifs à la sécurité de ce tribunal, même si ce dernier est dirigé à l'échelle provinciale et que sa gestion est assurée par le ministère du Procureur général. La sécurité des tribunaux est assurée par les services de police municipaux ou la Police provinciale de l'Ontario (PPO), liée par contrat à la municipalité. L'annexe D contient une liste de l'emplacement de tous les tribunaux provinciaux de l'Ontario.

Même si les normes en matière de sécurité varient parfois d'une région à l'autre de la province, parfois même considérablement, les coûts augmentent habituellement. Une autre préoccupation des municipalités visées est le fait qu'elles prennent à leur charge les coûts relatifs à la sécurité tant pour les affaires qui concernent des résidents de municipalités voisines que pour les affaires qui concernent leurs propres résidents.

Les partenaires ont convenu que cette entente de financement doit être modifiée.

À partir de 2012, la province transfèrera les coûts de sécurité des tribunaux (y compris le transport des détenus). Ce transfert sera échelonné sur une période de sept ans et consistera en un financement offert aux municipalités jusqu'à concurrence de 125 millions de dollars par année à la fin de la période. Le transfert de la responsabilité sera échelonné de la façon suivante :

FIGURE 4

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Sécurité des tribunaux	—	—	—	14 %	29 %	43 %	57 %	71 %	86 %	100 %

Le ministère du Procureur général et le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels travailleront en collaboration avec l'AMO et la cité de Toronto à l'élaboration d'un plan de mise en œuvre composé de deux volets d'activités :

- la collecte de données et de renseignements relatifs aux coûts associés à la sécurité des tribunaux
- l'élaboration de mesures relatives aux normes de sécurité des tribunaux, aux coûts associés et aux structures de gouvernance connexes.

Cette initiative sera réalisée en consultation avec des partenaires des services de police et d'organisations judiciaires de même qu'avec d'autres intervenants.

AUTRES ENJEUX ET MESURES PRISES

Dans le cadre de l'examen, les membres des tables de concertation ont étudié d'autres questions. Nous avons convenu de prendre des mesures précises sur différents sujets et, dans certains domaines, le travail réalisé par les membres des tables favorisera l'établissement de nouvelles politiques dans le cadre des priorités générales de la province. Dans d'autres domaines, l'information et la recherche ont orienté la discussion sur les ententes existantes.

Infrastructure

Les infrastructures sont essentielles à la compétitivité économique et à la qualité de vie des municipalités et de l'ensemble de la province. Le gouvernement provincial et les administrations municipales ont réalisé des investissements considérables dans les infrastructures, particulièrement dans les années 1950 et 1960, en réaction à l'évolution des caractéristiques des domaines de l'emploi et du logement. Dans bon nombre de cas, la durée de vie prévue de ces infrastructures arrive à sa fin.

Selon les modèles élaborés dans le cadre des activités de la Table de concertation sur les infrastructures, on estime qu'il faudrait investir environ 5,9 milliards de dollars par année pendant dix ans pour combler l'écart entre la totalité des besoins en matière d'infrastructures, soit environ 9,8 milliards de dollars, et les dépenses récentes, soit environ 3,9 milliards de dollars. Cet écart comprend également les sommes arriérées relatives aux frais d'entretien nécessaires à l'amélioration de l'état d'infrastructures. Une fois ces arriérés réglés, on aurait besoin d'environ 3,7 milliards de dollars par année pour assumer les coûts permanents associés à la remise en état, au remplacement et à l'amélioration des infrastructures existantes et à la construction de nouvelles infrastructures dans le but de s'ajuster aux besoins en matière de croissance. L'annexe E contient un tableau dans lequel on présente la nature des besoins en matière d'infrastructures et une carte sur laquelle on présente la répartition des besoins dans la province.

Le gouvernement provincial a déjà effectué d'importants investissements ces dernières années pour répondre aux besoins des municipalités en matière d'infrastructures, par exemple :

- investissement de 1,1 milliard de dollars pour la *Loi de 2008 permettant d'investir dans l'Ontario*;
- annonce d'un investissement d'un milliard de dollars dans le budget provincial de 2008, dont 400 millions de dollars pour les routes et les ponts municipaux, 497 millions de dollars pour des projets de transport public dans la région du grand Toronto et à Hamilton, ainsi que 100 millions de dollars pour la remise en état des unités de logement social existantes;
- investissement de 450 millions de dollars pour la construction ou le renouvellement d'infrastructures dans 243 collectivités dans le cadre de l'Initiative d'investissement dans l'infrastructure municipale;
- investissement de 140 millions de dollars pour les petites collectivités et les collectivités rurales dans le cadre de l'Initiative d'investissement dans l'infrastructure rurale;

Ces investissements occupent une place importante dans les dépenses en capital permanentes des municipalités, qui s'élevaient à environ 7,3 milliards de dollars en 2006. En tout, la province a versé près de 7 milliards de dollars aux municipalités au cours des trois dernières années, c'est-à-dire depuis le lancement du plan ReNouveau Ontario.

De plus, le transfert des responsabilités relatives aux trois programmes de prestations sociales les plus importants, réalisé par suite du présent examen, se traduira par des ressources financières supplémentaires dont disposeront de nombreuses municipalités, ressources qui leur permettront de réaliser davantage d'investissements dans les infrastructures.

Les municipalités sont conscientes qu'elles doivent augmenter les investissements réalisés dans les infrastructures municipales en partenariat avec les gouvernements fédéral et provincial.

Bien que l'entente conclue dans le cadre de l'examen et les investissements de la Province dans les infrastructures constituent des éléments qui donnent à de nombreuses municipalités une certaine marge de manœuvre sur le plan financier, la taille de l'écart et les besoins relatifs aux routes et aux ponts sont des indices qu'il est nécessaire de prendre d'autres mesures. Dans leur rapport, les membres de la Table sur l'infrastructure décrivent différentes possibilités à envisager. Les éléments présentés ci-dessous traduisent la position consensuelle de la province et des municipalités.

PLANS DE GESTION DES BIENS

L'écart relatif aux infrastructures estimé par la Table sur l'infrastructure a montré pourquoi les plans de gestion des actifs sont d'une importance cruciale. Une meilleure connaissance de l'état actuel des biens permet de mieux planifier. La planification de la gestion des biens permet de comprendre de façon plus détaillée comment la réparation, l'entretien, l'amélioration et la remise en état des infrastructures ont des répercussions sur l'utilité des biens au fil du temps. Il faut commencer par évaluer l'âge et la condition actuels des biens, puis élaborer un plan d'investissement pour la durée de vie de l'infrastructure. (Le cycle de vie d'une infrastructure comprend les étapes suivantes : la construction, l'exploitation, la réparation et l'amélioration, au besoin, de même que la démolition et la destruction de l'infrastructure, au besoin également, à la fin de sa durée de vie.) L'objectif de la planification de la gestion des biens est de s'assurer que les infrastructures sont dans une condition appropriée à la prestation des services auxquels elles sont destinées, tout en minimisant les coûts de leur exploitation au cours de leur durée de vie. En règle générale, les coûts associés à l'établissement d'une planification de la gestion des biens sont amortis par les économies réalisées grâce à une meilleure prise de décision.

De nombreuses municipalités travaillent à l'élaboration de plans de gestion des biens, qui seront mis en œuvre en même temps que la transition vers la comptabilité d'exercice pour l'année 2009. Ces plans constituent une solide base pour l'approche plus stratégique que les municipalités adoptent pour réaliser des investissements dans les infrastructures, par exemple, au moyen d'une meilleure application des mécanismes de financement par l'utilisateur et d'une planification des immobilisations à long terme.

Les participants à l'examen ont reconnu qu'il est essentiel que les municipalités établissent des pratiques exemplaires pour la planification de la gestion des biens.

ROUTES ET PONTS

Les modèles établis dans le cadre de l'examen révèlent pourquoi la question des routes et des ponts préoccupe particulièrement les municipalités. Comme il a été mentionné précédemment, dans les années 1990, le gouvernement provincial précédent a transféré la responsabilité de 5 000 kilomètres d'autoroute et des ponts s'y trouvant aux municipalités. On estime que les coûts liés au cycle de vie, à la croissance et aux besoins relatifs à l'entretien des infrastructures qui n'ont pas été comblés et qui devront être assumés au cours des dix prochaines années seront de l'ordre de 2,8 milliards de dollars par année. Ce montant représente presque la moitié de l'écart estimé relatif aux infrastructures. De plus, les mesures de financement visant à combler ce besoin sont limitées.

L'impôt foncier local est la principale source de financement de l'entretien des routes et des ponts locaux. Cependant, les routes des municipalités permettent aux gens de se déplacer et de transporter des biens d'un endroit à l'autre, parfois sans s'arrêter dans la municipalité où se trouve la route où ils circulent, ce qui engendre des coûts que doit assumer l'administration municipale. Or, cette situation ne procure aucun revenu à l'administration municipale. Peu de routes et de ponts permettent de recouvrer les coûts grâce aux frais que doivent engager les utilisateurs de ces infrastructures. Dans les collectivités peu peuplées, les besoins en matière d'investissements sont très élevés comparativement au nombre de ménages.

Les partenaires qui ont pris part à l'examen ont convenu d'élaborer conjointement un processus provincial-municipal qui permettra de trouver des solutions en ce qui a trait aux responsabilités et aux ententes de financement des routes et des ponts. Ce processus sera fondé sur des critères techniques et pratiques établis qui reposent sur un solide principe de gestion des biens.

L'analyse sera mise en œuvre rapidement, et elle vise à obtenir plus de données afin d'avoir une meilleure idée de l'utilisation des routes et des ponts, de leur état, de leur âge et de recueillir d'autres renseignements pertinents à leur sujet. L'analyse révélera peut-être également des solutions visant à renforcer la capacité des municipalités à gérer ces biens. De plus, l'analyse pourrait permettre de préciser le rôle du gouvernement fédéral au chapitre de l'entretien des routes et des ponts de l'Ontario, particulièrement en ce qui a trait au réseau routier national.

Les décisions relatives aux routes et aux ponts ne seraient prises qu'à la fin de l'analyse réalisée conjointement par la province et les municipalités.

TRANSPORT EN COMMUN

Nous insistons sur la nécessité d'un partenariat en matière de transport en commun. On pourrait citer comme exemple de ces partenariats l'approche d'Action-Transports 2020 en ce qui a trait au financement des biens de transport dans la région du grand Toronto et l'allocation d'une portion de la taxe provinciale sur l'essence pour aider à répondre aux besoins en transport des petites et des grandes municipalités.

Pour compléter ce partenariat, le gouvernement fédéral doit jouer un rôle important dans le financement du transport en commun.

Services à la personne

Les partenaires qui ont participé à l'examen ont convenu que les trois ordres de gouvernement, soit le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial et les administrations municipales, doivent s'assurer que la population ne vit pas dans la pauvreté et que tous nos résidents ont accès à des logements abordables. La lutte contre la pauvreté et l'accès à des logements abordables sont des domaines pour lesquels il est essentiel de bien harmoniser les responsabilités, le financement et d'autres ressources afin de faire une différence dans la vie des gens. Nous insistons auprès du gouvernement fédéral pour qu'il assume ses responsabilités financières dans les domaines cruciaux des logements abordables et de la réduction de la pauvreté.

La prestation des services à la personne devrait être axée sur l'objectif suivant : permettre à la population d'être aussi productive que possible et de vivre dignement. Le fait de gérer les programmes et de réaliser leur prestation de façon plus efficace et d'aider la population à trouver du travail plus rapidement favoriserait la santé financière du gouvernement provincial et des administrations municipales.

Actuellement, la gestion et la prestation de services aux personnes dans le besoin sont des éléments très complexes, et les rôles de la province et des municipalités à ce sujet sont étroitement liés. Une grande variété de services d'aide est offerte, notamment des services d'aide financière, de garde d'enfants, de subventions au logement et d'aide à la recherche d'emploi. Cependant, ces services ne sont pas bien harmonisés, ce qui peut mener à des risques de chevauchement, qui représentent une perte de temps et de ressources, et créer des écarts qui empêcheraient la population d'obtenir l'aide dont elle a besoin.

Il est nécessaire de mettre en œuvre des initiatives dans divers domaines afin d'améliorer le fonctionnement du système et d'obtenir les résultats escomptés.

LOGEMENTS ET ITINÉRANCE

Les services et les programmes en matière de logement et d'aide aux sans-abris sont actuellement assurés en Ontario par plus de 20 programmes. Ces programmes concernent trois ministères (ministère de la Santé et des Soins de longue durée, ministère des Services sociaux et communautaires et ministère des Affaires municipales et du Logement). Les résultats des programmes et la satisfaction des besoins des clients sont donc fragmentaires et inefficaces.

Les partenaires de l'examen travailleront à regrouper les différents programmes existants ayant trait aux logements et à l'itinérance en un seul service de logements dont la gestion sera assurée à l'échelle municipale. Ce service devrait être centré sur de meilleurs résultats à long terme pour les personnes qui l'utilisent, et constituer un des éléments principaux de la Stratégie à long terme de logement abordable de la province.

Ces efforts viseront à augmenter la capacité des municipalités en coordonnant la prestation des services locaux aux communautés et en s'appuyant sur des plans de logement pluriannuels. Ils permettront également l'harmonisation des politiques et des programmes au niveau provincial, dans le cadre de la nouvelle stratégie en matière de logement.

CADRE DE RESPONSABILISATION

Actuellement, on utilise plusieurs mécanismes de responsabilisation pour les programmes à frais partagés. Ces mécanismes se rapportent principalement à des unités de service plutôt qu'à la satisfaction des besoins de la population. Les administrations municipales et le gouvernement provincial établiront conjointement un cadre de responsabilisation pour les services sociaux qui sera fortement axé sur les résultats des programmes. Le cadre sera utilisé dans le cas des services pour lesquels les deux ordres de gouvernement sont responsables.

Un plan de services à la personne offert par les collectivités, qui englobe un large éventail de services sociaux, sera à la base du nouveau cadre de responsabilisation. Chaque plan comprendra des mesures des résultats et des objectifs communautaires qui permettront de s'assurer que les services atteignent les résultats escomptés.

Cette formule sera mise en œuvre à mesure que des politiques et des cadres de financement mieux harmonisés à la satisfaction des besoins des clients seront élaborés pour chaque programme, par exemple l'aide sociale, l'itinérance, les services de garde d'enfants et le logement.

Les partenaires s'entendent pour introduire un cadre de responsabilisation commun pour les programmes dont les coûts sont partagés, à mesure que les politiques axées sur les résultats et les cadres de financement sont élaborés pour chacun des programmes.

SERVICES DE GARDE D'ENFANTS

Une meilleure intégration des soins aux enfants et des services offerts aux enfants permettrait d'améliorer les résultats en ce qui concerne la capacité d'apprendre et le développement des enfants, et de mieux soutenir les parents qui travaillent, mais qui ont de faibles revenus.

Nous transmettrons les travaux de la Table sur la responsabilisation en matière de prestation de services dans ce domaine au conseiller en apprentissage préscolaire de la province, qui est actuellement chargé de conseiller le premier ministre sur la meilleure façon de mettre en œuvre le plan d'apprentissage à temps plein pour les enfants de quatre et de cinq ans.

SOUTIEN DU REVENU, AIDE À L'EMPLOI ET PLANIFICATION

Plusieurs programmes provinciaux relatifs au soutien du revenu et à l'aide à l'emploi viennent en aide aux gens qui ont de la difficulté à trouver un emploi. Le programme Ontario au travail, dont la prestation est assurée à l'échelle municipale, vient en aide aux personnes qui éprouvent des difficultés financières temporaires. Le POSPH vient en aide aux personnes handicapées, y compris celles qui souhaitent travailler. Les services offerts dans le cadre du programme Emploi Ontario, qui sont financés par la province et dont la prestation est en grande partie assurée par des tiers, aident les personnes qui ne reçoivent pas de prestations d'aide sociale à trouver un emploi ou à améliorer leur situation professionnelle.

Ces mesures d'aide ne sont pas bien harmonisées, et les personnes qui voudraient en bénéficier peuvent avoir de la difficulté à les comprendre et à y accéder.

Les partenaires de l'examen conviennent de travailler en collaboration à la simplification et à la modernisation de la prestation des services de soutien du revenu et d'aide à l'emploi. Pour ce faire, nous devons réaliser, en collaboration, d'autres analyses politiques et d'autres analyses financières dans le but de définir des possibilités.

De plus, nous convenons de mieux harmoniser les services offerts dans le cadre du programme Ontario au travail, du POSPH et des services d'emplois offerts dans le cadre du programme Emploi Ontario dans le but d'améliorer les possibilités d'emploi offertes aux clients et de mieux utiliser les ressources.

Enfin, l'une des préoccupations constantes de la province et des municipalités de l'Ontario est l'échec répété du gouvernement fédéral dans le traitement équitable des chômeurs en Ontario dans le cadre de son Programme d'assurance-emploi. En Ontario, le manque à gagner en prestations d'assurance-emploi est de 2,1 milliards de dollars par année.

Nous demandons au gouvernement fédéral de mettre en œuvre des mesures pour redresser cette situation injuste afin de traiter les chômeurs ontariens comme ceux des autres régions du Canada. Ainsi, le marché du travail serait plus efficace et notre prospérité économique serait mieux soutenue.

SANTÉ PUBLIQUE

Actuellement, les 36 conseils de santé de la province sont gérés selon différentes structures de gouvernance. Vingt-deux de ces conseils sont autonomes, et les autres sont intégrés à des structures administratives municipales ou sont gérés par une administration régionale ou par l'administration de villes à palier unique. Selon leur structure, les conseils peuvent être formés de représentants municipaux nommés par les membres de conseils municipaux ou ils peuvent être composés de la totalité du conseil municipal d'une municipalité. En vertu de la loi, chaque conseil de santé doit nommer un médecin hygiéniste. Les coûts associés aux programmes de santé publique obligatoires sont répartis entre la province et les municipalités, et, dans le cas d'autres programmes, les coûts sont assumés en totalité par la province.

Le mandat du système de santé publique consiste à améliorer la santé de la population en réalisant des évaluations, en exerçant une surveillance médicale, en faisant la promotion de la santé et la prévention des lésions et des maladies et en protégeant la santé de la population.

On poursuivra l'harmonisation des programmes de santé publique et des dispositions relatives à la prestation des services, et on continuera de favoriser une plus grande souplesse pour les structures de gouvernance des conseils de santé.

Nous déploierons des efforts dans le but d'améliorer l'harmonisation des programmes de promotion de la santé et des services sociaux et de simplifier les relations entre le conseil de la santé et les ministères pertinents (ministère de la Santé et des Soins de longue durée, ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse et ministère de la Promotion de la santé).

SERVICES D'AMBULANCE TERRESTRE

Les municipalités et les agents de prestation désignés sont responsables de la prestation des services d'ambulance terrestre. Le gouvernement provincial est responsable de l'établissement des normes de prestation des services et du financement de la moitié des coûts approuvés. Sur le plan opérationnel, les centres intégrés de répartition d'ambulances, gérés par le gouvernement provincial, sont responsables de la répartition des ambulances sur de grands territoires. On réalise actuellement un projet pilote dans la région de Niagara dans le cadre duquel la répartition des ambulances est assurée par la municipalité en collaboration avec d'autres services d'urgence.

On continuera à respecter l'entente actuelle sur la prestation des services. Les membres de la Table de concertation ont exprimé leur appui de principe en ce qui a trait à la possibilité d'intégrer un service de répartition à l'échelle municipale, service qui pourrait faire l'objet d'une analyse des résultats de la part des responsables du projet pilote de Niagara.

CADRE RÉGLEMENTAIRE

La réglementation et la surveillance sont des éléments essentiels dans divers secteurs afin de protéger les intérêts publics, de respecter les objectifs de politique publique, de veiller à la santé et à la sécurité de la population et d'assurer une prestation des services uniforme dans toute la province. Les membres de la Table de concertation et de la Table de coordination ont étudié le risque que la réglementation fasse augmenter les coûts de la prestation des services et de la gestion des infrastructures municipales.

La province réitère que tous les nouveaux règlements provinciaux touchant de près ou de loin les municipalités continueront d'être examinés à la lumière des processus établis dans le protocole d'entente conclu avec l'AMO et dans l'Entente Toronto-Ontario de coopération et de consultation. L'objectif de cette mesure est de déterminer et de faire connaître les coûts et les avantages d'une réglementation et d'explorer les options pour réduire les coûts avant l'adoption de ces derniers.

AUTRES TRAVAUX DE RECHERCHE

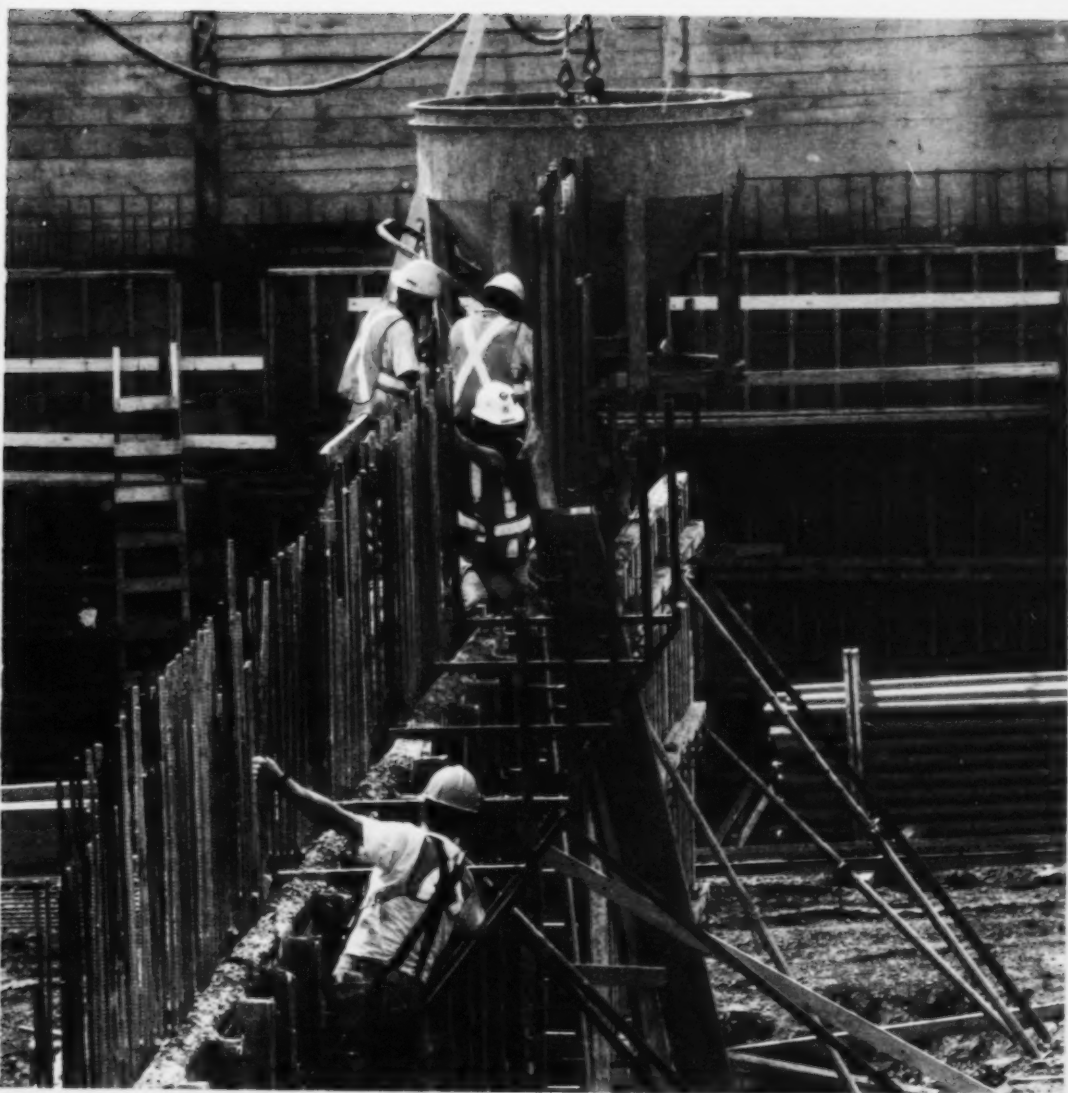
La Table de concertation sur l'architecture financière et la compétitivité économique a supervisé la réalisation de deux travaux de recherche, soit un premier sur les indicateurs de la santé financière des municipalités (annexe F du présent rapport), et un document de référence sur la compétitivité économique, qui se trouvent à l'adresse www.amo.on.ca. Ces travaux de recherche ont servi de base aux discussions des membres des tables de concertation et orienteront les activités futures réalisées par la province et les municipalités.

1) Indicateurs de la santé financière des municipalités

Les représentants de la province et ceux des municipalités ont établi en collaboration un ensemble d'indicateurs de la santé financière des municipalités qui permettent d'obtenir une cote globale au moyen de laquelle on peut comparer les municipalités entre elles. Cette cote est établie à partir de six catégories d'indicateurs, chaque catégorie constituant un élément de plusieurs mesures prises. L'objectif consiste à cerner un large éventail de facteurs clés ayant trait aux dépenses, aux revenus, aux biens et aux dettes, et à mesurer leur influence sur la santé financière des municipalités. Vous trouverez à l'annexe F un résumé de ces indicateurs. Notre intention est de continuer d'approfondir cet important travail, qui permettra au gouvernement provincial de mieux comprendre la situation des municipalités.

2) Compétitivité économique

Dans le but de favoriser la compétitivité économique de l'Ontario, nous devons reconnaître que les éléments de base de la prospérité économique se trouvent à l'échelle locale. C'est pour cette raison que nous favorisons le maintien du dialogue et de la collaboration entre les entreprises, le gouvernement et les groupes communautaires au sein des municipalités et des régions. Tous les ordres de gouvernement doivent participer activement à l'établissement de collectivités prospères. Le présent document est l'un des documents de référence produits en partenariat par des représentants du gouvernement de l'Ontario, de la cité de Toronto et de l'AMO, et ne traduisent pas nécessairement une position consensuelle de tous les partenaires.



MAINTENIR LES
PARTENARIATS

La publication du présent rapport ne met pas fin aux travaux entrepris par les participants pendant l'examen. C'est dans le cadre du protocole d'entente conclu avec l'AMO et de l'Entente Toronto-Ontario de coopération et de consultation que les partenaires surveilleront la mise en œuvre des mesures prévues dans le présent rapport. Nous continuerons de collaborer pour créer des initiatives plus larges d'intérêt mutuel, comme l'examen des normes de sécurité des tribunaux, l'évaluation des responsabilités en ce qui concerne les routes et les ponts et l'élaboration de plans communautaires de services à la personne. Nous tiendrons également compte des recommandations des membres des tables de concertation, recommandations qui serviront de base à l'établissement de nouvelles politiques publiques.

Grâce à ces mesures et à d'autres initiatives, nous continuerons à travailler ensemble dans le but de maintenir et d'approfondir la collaboration entre la province et les municipalités. Les efforts concertés qui ont mené à l'analyse et à l'approfondissement de différents secteurs dans lesquels le gouvernement provincial et les administrations municipales ont des rôles et des objectifs communs ont déjà renforcé cette collaboration.

Au moyen de ces activités, les municipalités de l'Ontario et le gouvernement de la province maintiendront ce partenariat et cette collaboration de longue date qui sont à l'origine de la réussite de l'examen.



ANNEXES

ANNEXE A : CHARTRE DE L'EXAMEN ET MEMBRES DE LA TABLE

CHARTRE DE L'EXAMEN

Introduction

Le gouvernement de l'Ontario et les administrations municipales de l'Ontario, représentées par la Association of Municipalities of Ontario et la cité de Toronto, ont conclu un nouveau partenariat de respect mutuel et établi un objectif commun, soit de rendre les communautés fortes et durables. Ce partenariat s'appuie sur une relation qui s'est caractérisée, ces dernières années, par la consultation, des investissements importants, la coopération et des réalisations communes.

D'importants progrès ont été accomplis, mais certaines préoccupations demeurent.

Conformément à l'engagement en matière de consultation prévu dans la *Loi de 2001 sur les municipalités* et la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*, la province et ses partenaires municipaux ont convenu d'entreprendre un examen conjoint (l'Examen) de la relation entre la province et les municipalités en matière de fiscalité et de prestation des services.

Chaque ordre de gouvernement reconnaît que cet Examen constitue une priorité et fournira les ressources nécessaires à sa réalisation rapide et complète.

Objet

Le gouvernement de l'Ontario et ses partenaires municipaux entreprennent un examen de la relation provinciale-municipale visant à établir un nouveau partenariat en matière de fiscalité et de prestation des services pour le XXI^e siècle. L'Examen couvrira de nombreux domaines, notamment la relation en matière de finances et de financement, ainsi que la prestation et la gouvernance des services.

L'Examen débute à l'automne 2006 et se terminera au printemps 2008, et sera suivi de la publication d'un rapport consensuel, qui comprendra des recommandations pour les prochaines étapes et la mise en œuvre.

Ce processus n'exclut pas les autres discussions entre la province et les municipalités, notamment celles qui portent sur une administration municipale en particulier.

Objectif principal

L'Examen devrait mener à des rapports provinciaux-municipaux viables dans le cadre desquels les deux ordres de gouvernement pourront s'acquitter de leurs responsabilités, et portera sur les points suivants :

Capacité financière suffisante et viabilité budgétaire pour le gouvernement provincial et les administrations municipales;

Équité pour les contribuables ainsi que les résidents;

Investissements dans l'infrastructure en temps opportun;

Prestation efficace des services provinciaux et municipaux dans l'ensemble de l'Ontario;

Développement économique à long terme et prospérité de l'Ontario et de ses collectivités.

Principes directeurs de l'Examen

SOLUTIONS STRATÉGIQUES ET AXÉES SUR L'AVENIR L'Examen portera sur un nouveau partenariat de financement et de prestation des services pour le XXI^e siècle.

ABORDABILITÉ Les solutions doivent fonctionner et être conformes aux plans financiers des deux ordres de gouvernement.

SOUPLESSE Les ententes doivent tenir compte de la diversité des municipalités ontariennes (les municipalités à palier unique, de palier inférieur et de palier supérieur) et des régions de la province (nord-sud, est-ouest et rurales-urbaines).

RESPONSABILITÉ Les rôles et les responsabilités de chaque ordre de gouvernement dans la prestation ou le financement d'un service précis doivent être clairs pour éviter le chevauchement et le double emploi.

TRANSPARENCE Dans la mesure du possible, les ententes concernant la prestation des services et le financement doivent être simples et appliquées uniformément et ne doivent pas être compliquées par des ajustements spéciaux.

BONNES POLITIQUES PUBLIQUES ET FINANCIÈRES Les changements aux ententes sur le financement et la prestation des services doivent être axés sur un objectif clair en matière de politique publique et sur des preuves que ces nouvelles ententes permettront de mieux réaliser cet objectif.

SOLUTIONS JUSTES ET ÉQUITABLES Les solutions doivent être justes et équitables pour la province, les municipalités et les contribuables.

SERVICES ADAPTÉS Offrir des services de haute qualité qui répondent aux besoins de la population ontarienne.

VIABILITÉ Les solutions à long terme doivent être viables tant pour le gouvernement provincial que les administrations municipales, et doivent reconnaître la capacité des deux ordres de gouvernement de gérer les risques financiers.

Structure de l'Examen

L'Examen sera dirigé par une Table politique formée d'élus municipaux et provinciaux et aboutira à la préparation d'un rapport consensuel final.

Le processus d'examen sera mené conjointement par le gouvernement provincial et ses partenaires municipaux et comprendra une série de modalités et un protocole de communication commun.

L'Examen conjoint profitera du partage total et opportun des données, des analyses et des renseignements provinciaux et municipaux.

L'Examen sera géré par une Table de coordination formée de cadres supérieurs provinciaux et municipaux qui : élaboreront un plan d'examen détaillé, qui sera approuvé par la Table politique, et qui comprendra :

- les échéanciers jusqu'au printemps 2008;
- la séquence des enjeux devant être étudiés;
- les jalons clés;
- les protocoles de communication et de transmission de l'information;
- d'autres composantes, au besoin;

coordonneront les ressources et le savoir-faire financiers, humains et techniques nécessaires à l'étude, de façon à pouvoir étudier toutes les options en profondeur;

conseilleront la Table politique en ce qui a trait à la nécessité de consulter d'autres groupes, qui pourraient s'intéresser à l'étude.

MEMBRES DES TABLES

Table de coordination

NIGEL BELLCHAMBER, directeur général, Ontario Municipal Administrators' Association

THERESA CARON, directrice générale, ville de New Tecumseth

DAVID COURT, directeur général, district d'Algoma

RIA COLQUHOUN, directrice générale, comté de Perth

MICHAEL GARRETT, directeur général, municipalité régionale de York

SHIRLEY HOY, directrice municipale, cité de Toronto

JOSEPH P. PENNACHETTI, directeur municipal adjoint, directeur des finances et trésorier, cité de Toronto

ROBERT PETRIE, directeur général, ville de Whitby

JAMES PINE, directeur général, comté de Hastings

DANA RICHARDSON, sous-ministre adjointe, Division des administrations locales et des politiques d'aménagement, ministère des Affaires municipales et du Logement

STEVEN ROBINSON, directeur général, ville de Cobourg

BRIAN ROSBOROUGH, directeur des politiques, Association of Municipalities of Ontario

SRIRAM SUBRAHMANYAN, sous-ministre adjoint, Division des relations provinciales-municipales en matière de finances, ministère des Finances

JOE TORLONE, directeur général, cité de Timmins

MICHAEL TROJAN, directeur général, région de Niagara

PAT VANINI, directrice générale, Association of Municipalities of Ontario

Architecture financière et compétitivité économique

HEATHER ADAMS, administratrice et agente de développement économique, ville d'Aylmer

NIGEL BELLCHAMBER, directeur général, Ontario Municipal Administrators' Association

VANESSA BENNETT, trésorière, comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry

DAN COWIN, directeur général, Municipal Finance Officers' Association of Ontario

JANET HOPE, sous-ministre adjointe intérimaire, Division du logement, ministère des Affaires municipales et du Logement

SHIRLEY HOY, directrice municipale, cité de Toronto

BILL HUGHES, sous-ministre adjoint intérimaire, Division des politiques et de la planification infrastructurelles, ministère de l'Énergie et de l'Infrastructure

CLIODHNA MCMULLIN, sous-ministre adjointe intérimaire, Examen provincial-municipal du financement et du mode de prestation des services, ministère des Services sociaux et communautaires

DAVID CARTER-WHITNEY, sous-ministre adjoint, Division de l'élaboration des politiques sociales, ministère des Services sociaux et communautaires

LAUREL MCCOSHMAN, conseillère en politiques, Association of Municipalities of Ontario

WILLIAM MOORE, directeur général et greffier, canton de Chatsworth

JOSEPH P. PENNACHETTI, directeur municipal adjoint, directeur des finances et trésorier, cité de Toronto

JAMES PINE, directeur général, comté de Hastings

CRAIG REID, conseiller principal en politiques, Association of Municipalities of Ontario

JOSEPH RINALDO, directeur général, Finances et services de gestion, cité de Hamilton

BRIAN ROGERS, directeur général, cité de North Bay

ROBERTO ROSSINI, directeur des finances, cité de Mississauga

BRIAN ROSBOROUGH, directeur des politiques, Association of Municipalities of Ontario

LLOYD RUSSELL, commissaire aux finances et trésorier, municipalité régionale de York

LARRY RYAN, directeur général, municipalité régionale de Waterloo

BOB SEGUIN, sous-ministre adjoint, Développement économique, Division de l'industrie, ministère du Développement économique

SRIRAM SUBRAHMANYAN, sous-ministre adjoint, Division des relations provinciales-municipales en matière de finances, ministère des Finances

PAT VANINI, directrice générale, Association des municipalités de l'Ontario

MATTHEW WILSON, conseiller principal en politiques, Association of Municipalities of Ontario

GARY WOOD, directeur général, comté de Grey

Table des infrastructures

BILL HUGHES, sous-ministre adjoint intérimaire, Division des politiques et de la planification infrastructurelles, ministère de l'Énergie et de l'Infrastructure

DAN COWIN, directeur général, Municipal Finance Officers' Association of Ontario

VIC COTE, directeur général, Finances et services de gestion, cité de London

PETER DANCE, directeur, Travaux publics, cité d'Orillia

STEVEN DAVIDSON, sous-ministre adjoint, Division des politiques, des programmes et des services culturels, ministère de la Culture

MICHAEL GARRETT, directeur général, municipalité régionale de York

LARRY KEECH, directeur général et greffier, comté de Lennox et Addington

ANDY KODPMANS, directeur général, Association of Municipal Tax Collectors of Ontario

JOSEPH FRATESI, directeur général, cité de Sault Ste. Marie

JOHN LIEQU, sous-ministre adjoint, Division de la planification environnementale intégrée, ministère de l'Environnement

LAUREL MCCOSHMAN, conseillère en politiques, Association of Municipalities of Ontario

PATRICK MOYLE, directeur général, municipalité de Halton

DAVID O'FOOLE, sous-ministre adjoint, Division des politiques et de la planification, ministère des Transports

JOSEPH P. RENNACCHETTI, directeur municipal adjoint, directeur des finances et trésorier, cité de Toronto

DANA RICHARDSON, sous-ministre adjointe, Division des administrations locales et des politiques d'aménagement, ministère des Affaires municipales et du Logement

CRAIG REID, conseiller principal en politiques, Association of Municipalities of Ontario

NANCY SCHEPERS, gestionnaire, Service de l'urbanisme, du transport en commun et de l'environnement, cité d'Ottawa

ADRIENNE SCOTE, sous-ministre adjointe, Division de la planification environnementale intégrée, ministère de l'Environnement

MARIAN SIMULIK, directrice, Services financiers, et trésorière, cité d'Ottawa

JOE TIERNAY, directeur général, Ontario Good Roads Association

BRIAN ROSEBOROUGH, directeur des politiques, Association of Municipalities of Ontario

SRIRAM SUBRAHMANYAN, sous-ministre adjoint, Division des relations provinciales-municipales en matière de finances, ministère des Finances

GERRY WOLTING, directeur municipal intérimaire, municipalité de Chatham-Kent

Table de la responsabilisation en matière de prestation de services

CLIODHNA MCMULLIN, sous-ministre adjointe intérimaire, Examen provincial-municipal du financement et du mode de prestation des services, ministère des Services sociaux et communautaires

DAVID CARTER-WHITNEY, sous-ministre adjoint, Division de l'élaboration des politiques sociales, ministère des Services sociaux et communautaires

SUE CORKE, directrice municipale adjointe, cité de Toronto

DAVID COURT, directeur général, district d'Algoma

JAMES GREEN, directeur général, municipalité de district de Muskoka

RUTH HAWKINS, directrice générale, Division des services directs et ministériels, ministère de la Santé et des Soins de longue durée

JANET HOPE, sous-ministre adjointe intérimaire, Division du logement, ministère des Affaires municipales et du Logement

BRIAN HUTCHINGS, commissaire aux services communautaires, municipalité régionale de Niagara

LAUREL MCCOSHMAN, conseillère en politiques, Association of Municipalities of Ontario

NANCY MATTHEWS, directrice générale, Services à l'enfance, cité de Toronto

JANET MENARD, commissaire aux services sociaux, municipalité régionale de Peel

MARK MIETO, directeur général, cité de Sudbury

PATRICIA MOORE, directrice générale, Santé et services sociaux, comté de Norfolk

RICK O'CONNOR, directeur, Services juridiques, cité d'Ottawa

JOSEPH P. PENNACHETTI, directeur municipal adjoint, directeur des finances et trésorier, cité de Toronto

DANA RICHARDSON, sous-ministre adjointe, Division des administrations locales et des politiques d'aménagement, ministère des Affaires municipales et du Logement

CRAIG REID, conseiller principal en politiques, Association of Municipalities of Ontario

CARL ROSS, directeur, Services sociaux et communautaires, comté de Northumberland

BRIAN ROSBOROUGH, directeur des politiques, Association of Municipalities of Ontario

ELIZABETH SAVILL, directrice générale et greffière, comté de Frontenac

DARRYL STURTEVANT, sous-ministre adjoint, Division des politiques et de la planification stratégiques, ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse

MICHAEL TROJAN, directeur général, région de Niagara

ADELINA URBANSKI, commissaire aux services sociaux et communautaires, municipalité régionale de Halton

PETRA WOLFBEISS, conseillère principale en politiques, Association of Municipalities of Ontario

Groupe de travail sur la santé financière des municipalités

NIGEL BELLCHAMBER, directeur général, Ontario Municipal Administrators' Association

VANESSA BENNETT, trésorière, comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry

LEN BRITTAI, directeur, Division du financement général, cité de Toronto

DAN COWIN, directeur général, Municipal Finance Officers' Association of Ontario

ALLAN DOHENY, directeur, Direction de l'analyse de l'impôt foncier et des politiques de financement des municipalités, Division des relations provinciales-municipales en matière de finances, ministère des Finances

HELEN HARPER, directrice, Direction des initiatives provinciales-municipales

ROBERT HATTON, gestionnaire, Division du financement général, cité de Toronto

MICHAEL PTOLEMY, gestionnaire, Section des recettes et des politiques fiscales, Direction des politiques relatives aux finances municipales, Division des administrations locales et des politiques d'aménagement, ministère des Affaires municipales et du Logement

JOSEPH RINALDO, directeur général, Finances et services de gestion, cité de Hamilton

BRIAN ROGERS, directeur général, cité de North Bay

BRIAN ROSBOROUGH, directeur des politiques, Association of Municipalities of Ontario

LLOYD RUSSELL, commissaire aux finances et trésorier, municipalité régionale de York

LARRY RYAN, directeur général, municipalité régionale de Waterloo

JEREMY HYDE, coordonnateur de l'équipe d'examen, Examen de la prestation des services et des relations financières provinciales-municipales, Direction des relations intergouvernementales et des partenariats, Division des administrations locales et des politiques d'aménagement

ALBERT HORSMAN, gestionnaire, Unité de l'analyse et des rapports financiers, Direction des politiques relatives aux finances municipales, Division des administrations locales et des politiques d'aménagement, ministère des Affaires municipales et du Logement

MATTHEW WILSON, conseiller principal en politiques, Association of Municipalities of Ontario

ANNEXE B

CONSULTATION ET PROPOSITIONS

Une variété d'organismes ont été consultés ou ont présenté des propositions écrites depuis le début de l'Examen en 2006. Les membres de l'Examen tiennent à remercier toutes les personnes qui ont consacré du temps à ce processus. Les contributions recueillies lors de la séance de consultation et de la consultation en ligne, ainsi que les propositions écrites envoyées directement par les organismes, ont grandement appuyé notre travail.

Séance de consultation

Dans le cadre de l'Examen, on a tenu une rencontre de consultation auprès de 36 organismes invités, le 10 août 2007, à Toronto. Voici les objectifs de cette consultation :

- Mieux comprendre les préoccupations et les priorités des organismes et de leurs membres;
- Donner aux participants l'occasion d'entendre le point de vue d'autres organismes;
- Aider les participants à l'Examen à trouver un équilibre durable entre les responsabilités du gouvernement provincial et des municipalités en matière de financement et de prestation des services;
- Recueillir des commentaires et des suggestions en ce qui concerne les modifications possibles à l'approche provinciale-municipale de financement, de prestation des services et de responsabilisation.

La discussion a porté sur un grand nombre de sujets. Les participants ont indiqué que les ordres de gouvernement devraient reconnaître que l'argent provient « d'un seul contribuable ». À leur avis, un tel examen devrait entraîner des résultats durables d'un point de vue financier et refléter une vision commune.

Plusieurs participants ont affirmé que :

- l'impôt foncier municipal ne devrait pas servir à financer les programmes de prestations d'aide sociale;
- le gouvernement fédéral devrait partager ses revenus, particulièrement en ce qui concerne le développement de l'infrastructure;
- l'Ontario devrait promouvoir sa compétitivité économique en mettant l'accent sur sa culture de calibre mondial, sa qualité de vie et son contexte d'investissement stable.

De plus, les participants ont souligné que les plans à long terme constituent un gage de stabilité et que la planification devrait être axée sur les résultats. La liste des organismes qui ont participé à la consultation et un résumé de la discussion se trouvent sur le site ontario.ca/examenprovincialmunicipal.

CONSULTATION EN LIGNE

La consultation comprenait également un questionnaire en ligne, affiché sur le site Web de l'Examen, qui avait pour but de recueillir l'opinion de la population ontarienne. Le questionnaire pouvait être rempli par toute personne résidant en Ontario. Les répondants pouvaient le remplir à titre personnel ou en tant que représentant d'une association, d'un organisme, d'une entreprise, d'une société ou d'une municipalité. Il comprenait six questions touchant différents volets de l'Examen, allant de la relation entre la province et les municipalités à la place qu'occupe l'Ontario dans l'économie mondiale.

Résultats

Huit personnes ont répondu au questionnaire en ligne. Il s'agissait principalement de particuliers habitant dans diverses régions de la province. Les opinions variaient considérablement et aucun consensus clair ne pouvait en être dégagé. Plusieurs répondants ont exprimé leurs préoccupations au sujet de l'imposition, mais leurs opinions étaient diverses à ce sujet.

Questions

- 1) Comment la Province de l'Ontario et les administrations municipales peuvent-elles bâtir un partenariat financier et de prestation des services responsable et avantageux pour l'ensemble de la population ontarienne?
- 2) Quelles sont les forces de la relation actuelle entre le gouvernement provincial et les administrations municipales? Quels sont les éléments qui fonctionnent bien et que nous devrions garder?
- 3) À votre avis, quelles sont les faiblesses de la relation actuelle entre le gouvernement provincial et les administrations municipales? Quels sont les éléments qui ne fonctionnent pas, et comment pourrait-on y remédier?
- 4) Les modifications éventuelles au système actuel doivent être durables et abordables pour le gouvernement provincial et les administrations municipales. Les municipalités sont situées à différents endroits de la province et leur population, leur taille et la nature de leur économie locale varient considérablement. Comment pourrait-on améliorer le système afin d'offrir des services de qualité et de rendre des comptes aux contribuables? Quelles seraient les solutions équitables en matière de politiques publiques et financières?
- 5) L'Examen se penchera sur la façon dont les autres provinces canadiennes et leurs municipalités financent et administrent la prestation des services. Y a-t-il des approches adoptées par d'autres provinces ou d'autres ordres de gouvernement qui pourraient être utiles pour l'Examen?
- 6) L'Examen a pour but de rendre le gouvernement provincial et les municipalités ontariennes plus concurrentiels à l'échelle nationale et internationale. Comment pourrait-on modifier les modalités financières et les relations de responsabilisation en Ontario pour accroître la compétitivité de la province dans l'économie mondiale?

PROPOSITIONS

Dans le cadre de l'Examen, les organismes suivants ont présenté des propositions écrites :

- 905 Strong Communities Coalition (Durham, Halton, Peel et York)
- Association des services sociaux des municipalités de l'Ontario (ASSMO)
- Association du logement sans but lucratif de l'Ontario (ALSBLO)
- Association of Municipalities of Ontario
- Association pour la santé publique de l'Ontario (ASPO)
- Building Industry and Land Development Association (BILD)
- Canton d'Opasatika
- Canton de Tehkummah
- Canton de Wellesley
- Cité d'Owen Sound
- Cité de Kingston
- Cité de Mississauga
- Cité de Toronto
- Eastern Ontario Rural Policy Development Project
- Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI)
- Fédération canadienne des municipalités (FCM)
- Municipalité régionale de Durham
- Municipalité régionale de Peel
- Northern Ontario Large Urban Mayors
- Ontario Association of Non-Profit Homes and Service for Seniors
- Ontario Chamber of Commerce
- Ontario Home Builders' Association (OHBA)
- Ontario Real Estate Association (OREA)
- Société des services de logement social
- Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)
- Ville d'Iroquois Falls
- Cité d'Ottawa

ANNEXE C

TABLES DE CONCERTATION

La présente annexe contient un résumé des mandats et des travaux de la Table de concertation sur l'infrastructure, de la Table sur la responsabilisation en matière de prestation de services et de la Table de concertation sur l'architecture financière et la compétitivité économique. Pour leur travail, toutes les tables de concertation ont reçu la consigne de tenir compte à la fois du point de vue provincial global et des différentes réalités des municipalités (milieu urbain/rural, différences régionales, etc.). Les documents détaillés sur lesquels les résumés qui suivent sont fondés se trouvent à l'adresse suivante : www.amo.on.ca. Le rapport de l'EPMFPS reflète le consensus des membres de la Table politique. Les rapports des tables de concertation contiennent de l'information, les résultats de recherches et des recommandations à l'intention des membres de la Table politique. Ces rapports étaient des documents de référence produits en partenariat par des représentants du gouvernement de l'Ontario, de la cité de Toronto et de l'AMO, et ne représentent pas nécessairement le consensus de tous les partenaires.

i. Table sur la responsabilisation en matière de prestation de services

Les travaux de cette Table de concertation étaient axés sur l'établissement d'ententes de prestation de services efficaces qui permettraient de répondre aux besoins de la population de l'Ontario sur le plan de la qualité, de l'abordabilité et de la responsabilité, notamment aux besoins des prestataires des programmes sociaux, et aux besoins du gouvernement provincial et des administrations municipales.

Les membres de la Table se sont principalement penchés sur la question de la gestion et de la prestation efficaces des programmes sociaux. Le mandat de la Table ne concernait pas la conception des programmes.

Les membres de la Table ont étudié un vaste éventail de services et de programmes ayant trait aux besoins de la population vulnérable et à risque, notamment des enfants, de même qu'à la santé publique et à l'aide dont ont besoin ceux et celles qui veulent trouver du travail ou améliorer leur situation professionnelle.

Les membres de la Table ont dégagé un certain nombre de conclusions, qui orienteront l'établissement de politiques. Ils ont insisté plus particulièrement sur l'importance de définir les besoins des clients prestataires des programmes de services sociaux et de travailler dans le but de répondre à ces besoins. Un des éléments centraux de cette façon de procéder consiste en l'établissement d'une entente de responsabilisation fondée sur les résultats, entente qui serait liée à la planification relative aux services à la personne offerts par les collectivités, services dont la responsabilité des résultats revient aux municipalités et à la province. Les membres ont également conclu que la simplification, la modernisation et l'harmonisation de divers services d'aide à l'emploi favoriseraient l'amélioration des résultats de même qu'une meilleure utilisation des ressources.

Les membres de la Table ont également souligné qu'une grande partie de l'orientation de sa politique était étroitement liée au programme de réduction de la pauvreté de la province. Ils ont également effectué un travail considérable en analysant des questions de fond et en trouvant des solutions. Leurs conclusions seront transmises au conseiller en apprentissage préscolaire du premier ministre, aux responsables de la Stratégie à long terme de logement abordable et aux responsables du comité responsable de la Stratégie de réduction de la pauvreté. Les membres de la Table ont conclu que la province et les municipalités devraient continuer à collaborer à la réalisation de travaux sur de nombreux aspects de la prestation des services afin de s'assurer que la mise en œuvre sera réalisée rapidement.

ii. Infrastructure

Le rôle des membres de la Table de concertation sur l'infrastructure consistait à réaliser des recherches et des analyses dans le domaine des infrastructures municipales et à trouver des solutions relatives à ce domaine, notamment en ce qui concerne les méthodes de conception et de gestion des prochains programmes en matière d'infrastructures.

Les membres de la Table ont étudié la question du financement des infrastructures municipales, notamment du rôle des frais d'utilisation, de l'impôt foncier et des subventions, et des rôles et des responsabilités des administrations et des gouvernements concernés. Ils ont également examiné les liens entre les infrastructures municipales et les priorités communes au gouvernement fédéral, au gouvernement municipal et aux administrations municipales, priorités ayant trait à la protection de la santé et de la sécurité publique, à la promotion de la compétitivité économique et à la protection de l'environnement.

L'analyse des membres de la Table a révélé un écart important entre les investissements réalisés dans les infrastructures au cours des dernières années et les besoins sans cesse grandissants. On constate particulièrement des sommes arriérées relatives aux frais d'entretien qui ont été retardés en raison d'un manque de ressources, de même que des coûts associés à la réparation, à la remise en état, au remplacement et à la construction des infrastructures. Les modèles qui ont été établis dans le cadre de l'examen révèlent qu'il manque 5,9 milliards de dollars par année pendant dix ans pour combler cet écart.

En raison de l'ampleur des besoins et des intérêts communs des différents ordres de gouvernement relatifs aux infrastructures, les membres de la Table ont proposé un ensemble de mesures visant à combler l'écart relatif à l'entretien des infrastructures et à favoriser la pérennité de ces infrastructures. Ils demandent qu'une plus grande proportion des coûts d'infrastructure soient couverts, le cas échéant et si possible, par ceux qui les assument au moyen d'outils comme les frais d'utilisation, et demandent un investissement public durable. Les membres de la Table ont également insisté sur l'importance d'obtenir davantage de renseignements sur les infrastructures et de fonder les décisions prises sur les besoins connus. En raison des répercussions de la réglementation sur les coûts associés aux systèmes, les membres de la Table ont suggéré que la province commence par cerner les coûts et les avantages découlant de la réglementation proposée.

L'annexe E contient un tableau dans lequel on présente la nature des besoins en matière d'infrastructures et une carte sur laquelle on présente la répartition des besoins dans la province.

iii. Architecture fiscale et compétitivité économique

Le rôle de la Table de concertation sur l'architecture financière et la compétitivité économique consistait à réaliser des recherches et des analyses ayant trait à la relation financière entre la province et les municipalités et aux répercussions de cette relation sur la compétitivité économique des collectivités de l'Ontario. Ses membres devaient formuler des conseils au sujet de possibilités visant à améliorer l'architecture financière durable de la province et des municipalités.

En plus de déterminer les répercussions des scénarios financiers possibles, les membres de la Table ont réalisé deux travaux d'envergure :

- l'établissement d'un vaste ensemble d'indicateurs de la santé financière des municipalités à palier unique et de palier inférieur de l'Ontario, dont un résumé est présenté à l'annexe F;
- un rapport sur la compétitivité économique.

ANNEXE D

EMPLACEMENT DES TRIBUNAUX DE
L'ONTARIO *

Région	NORD-EST	Région	SUD-OUEST		Pembroke
Endroit	Blind River	Endroit	Brantford (2)		Perth
	Burk's Falls		Brockton		Peterborough (2)
	Chapleau		Cambridge		Picton (2)
	Cochrane		Centre Wellington		Port Hope
	Elliot Lake		Chatham-Kent		Quinte Ouest
	Espanola		Goderich		Renfrew
	Gogama		Guelph (2)		Smiths Falls
	Gore Bay		Haldimand		Trent Hills
	Grand Sudbury (2)		Huron Nord	Région	CENTRE
	Hearst		Huron Sud	Endroit	Barrie
	Hornepayne		Kitchener (2)		Bracebridge
	Iroquois Falls		Leamington		Bradford Ouest
	Nipissing Ouest		London		Gwillimbury
	Kapuskasing (2)		Owen Sound		Brampton (2)
	Kirkland Lake		Perth Nord		Burlington
	Mattawa		Sarnia		Collingwood
	Moosonee		Simcoe		Fort Erie
	North Bay		St. Thomas (2)		Hamilton (2)
	Parry Sound		Stratford (2)		Huntsville
	Sault Ste. Marie		Wellington Nord		Midland
	Smooth Rock Falls		Windsor (2)		Milton
	Sundridge		Woodstock		Minden Hills
	Temiskaming Shores				Newmarket
	Thessalon	Région	EST		Oakville
	Timmins (2)	Endroit	Addington Highlands		Orangeville
	Wawa		Arnprior		Orillia
	Wikwemikong		Bancroft		Oshawa (3)
			Belleville (3)		Richmond Hill
Région	NORD-OUEST		Brighton		Simcoe
Endroit	Atikokan		Brockville		St. Catharines
	Dryden		Cobourg		Welland
	Fort Frances		Comtés de Prescott-		Whitby (2)
	Greenstone (3)		Russell (2)		
	Ignace		Cornwall		Toronto (12)
	Kenora		Dundas Sud		
	Lac Seul		Frontenac Nord		
	Manitouwadge		Glengarry Nord		
	Marathon		Greater Napanee (3)		
	Nipigon (2)		Grenville Nord		
	Pickle Lake		Kawartha Lakes		
	Rainy River		Killaloe, Hagarty et		
	Red Lake		Richards		
	Schreiber		Kingston (3)		
	Sioux Lookout		Minden Hills		
	Thunder Bay (2)		Ottawa		
					* Cette liste pourrait pas être exhaustive

* Cette liste pourrait ne pas être exhaustive.

ANNEXE E :

INFRASTRUCTURES – TABLEAUX
ET CARTESESTIMATION DES ÉCARTS SUR LE PLAN DES INVESTISSEMENTS DANS
LES INFRASTRUCTURES – MUNICIPALITÉS DE L'ONTARIO

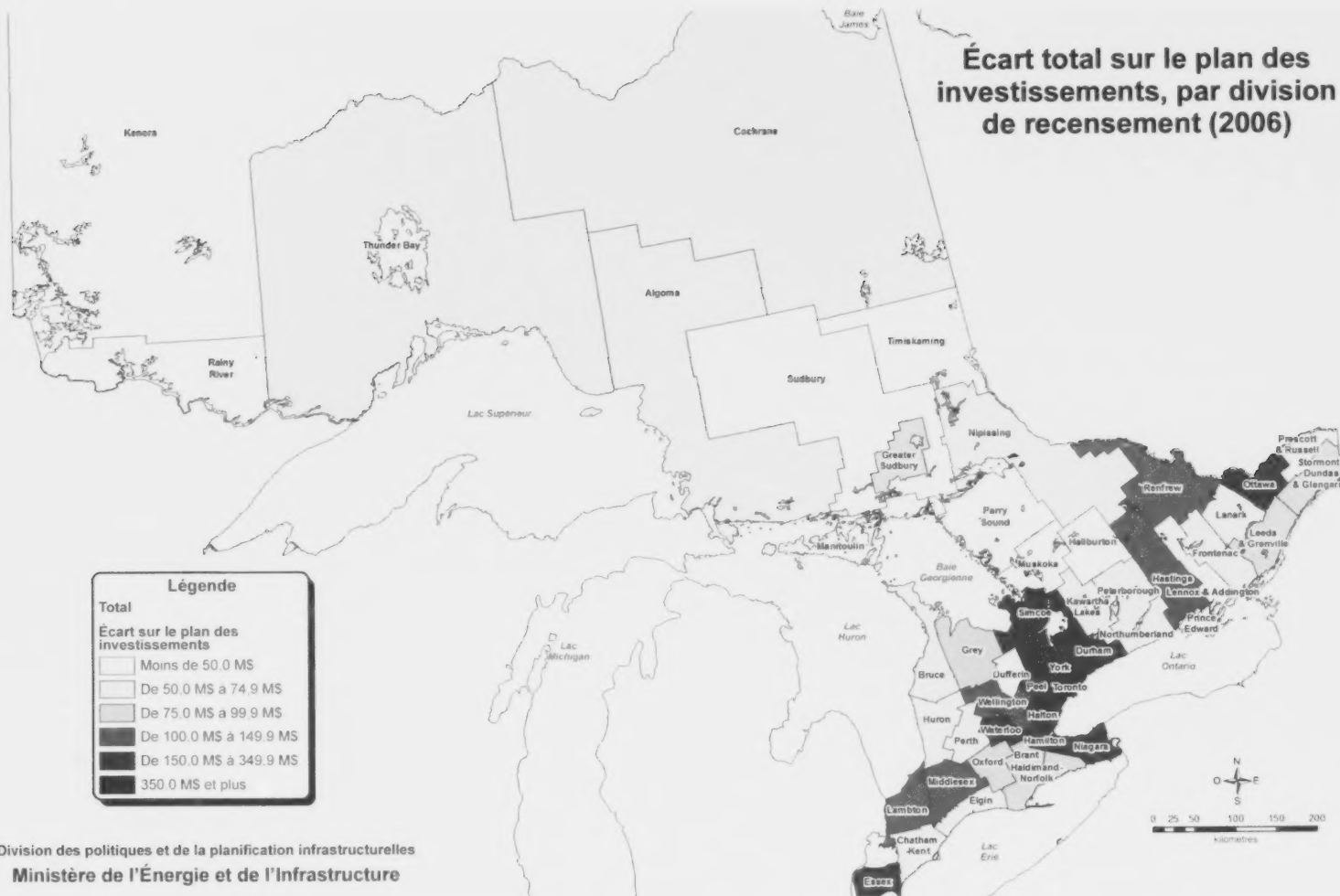
	BESOINS TOTAUX EN INVESTISSEMENT (MILLIONS DE DOLLARS)			Dépenses moyennes, cinq dernières années (millions de dollars)	Ecart de l'investissement
	Vie utile	Élimination du déficit dans 10 ans	Pour la croissance		
Routes et ponts	2 671,1	935,8	651,6	1 460,2	2 798,3
Eau et eaux usées	844,3	1 277,7	661,3	1 520,5	1 262,8
Eaux pluviales	525,3	27,8	234,7	106,7	681,1
Transport en commun	899,8	0,0	730,1	563,7	1 066,2
Offices de protection de la nature	4,4	3,2	0,0	s. o.	7,6
Gestion des déchets solides	316,5	s. o.	77,4	291,1	102,8
Totaux	5 261,4	2 244,5	2 355,1	3 942,2	5 918,8

Source : ministère de l'Énergie et de l'Infrastructure

Remarques :

- L'estimation de l'écart en matière d'investissement a été calculée à partir des estimations annuelles moyennes de 2006 à 2045, en dollars de 2006.
- Ne comprend pas l'analyse des autres infrastructures municipales, comme les bibliothèques, les arénas, les parcs et les installations récréatives, ainsi que les autres bâtiments publics.

Écart total sur le plan des investissements, par division de recensement (2006)



Division des politiques et de la planification infrastructurelles
Ministère de l'Énergie et de l'Infrastructure

ANNEXE F:

INDICATEURS DE LA SANTÉ FINANCIÈRE
DES MUNICIPALITÉS**La santé financière des municipalités de l'Ontario
- Conclusions générales et caractéristiques
régionales****INTRODUCTION**

Le Groupe de travail sur la santé financière est composé d'experts municipaux de différentes municipalités de même que de représentants du ministère des Finances et du ministère des Affaires municipales et du Logement. Ses membres étaient chargés de contribuer à l'élaboration d'une base de faits sur la santé financière des municipalités de l'Ontario dans le but de mieux comprendre la situation de ces dernières.

Les membres du Groupe de travail ont analysé un certain nombre d'indicateurs de la santé financière des municipalités et ont tenté de les intégrer pour en faire un instrument de mesure unique. Le présent résumé offre un aperçu de la santé financière relative des municipalités de l'Ontario par région.

Les membres du Groupe de travail sur la santé financière ont examiné les caractéristiques financières des municipalités à palier unique et des municipalités de palier inférieur de l'Ontario, ont comparé la santé financière relative de ces municipalités et ont classé ces dernières en fonction de leur santé financière relative. Aucune municipalité ne se ressemble, et la réalité de chacune diffère considérablement de celle des autres.

Les membres du Groupe de travail recommandent de mettre régulièrement à jour les indicateurs et d'y apporter des modifications afin d'être en mesure de bien observer les tendances et de permettre aux municipalités de suivre l'évolution de la santé financière de chaque municipalité et du secteur municipal dans son ensemble. Il est important de noter que les municipalités sont cotées les unes par rapport aux autres, c'est-à-dire qu'il s'agit d'une comparaison relative des municipalités de l'Ontario. Les membres du Groupe de travail ont également recommandé de comparer la santé financière des municipalités de l'Ontario à celle d'autres régions.

REMARQUE AU SUJET DES INDICATEURS

Les évaluations sont fondées sur les chiffres disponibles qui, dans certains cas, datent de quelques années. Les indicateurs ne tiennent pas compte de la situation actuelle ni des changements récents sur le plan de l'économie. Il n'existe pas d'ensemble parfait d'indicateurs qui permette de tirer des conclusions définitives au sujet de la santé financière des municipalités ou des régions.

Chaque municipalité connaît son propre lot de difficultés sur le plan économique et financier, et une grande gamme de facteurs influencent la santé financière relative d'une collectivité comparativement à celle d'une autre. Les membres de la Table n'ont pas examiné la santé financière des municipalités de palier supérieur afin d'éviter certaines répétitions. Cependant, les fonds des municipalités de palier supérieur ont été alloués aux municipalités de palier inférieur concernées pour que l'on soit en mesure de comparer ces dernières aux municipalités à palier unique.

REMARQUE AU SUJET DES INFRASTRUCTURES

Les membres du Groupe de travail sur la santé financière n'ont pas été en mesure d'établir, au moyen des données disponibles, un indicateur relatif au déficit qu'accusent les municipalités sur le plan des infrastructures. Il importe de bien comprendre la santé globale de la région ou de la municipalité de même que la capacité de payer des contribuables en analysant les indicateurs de la santé financière et les exigences relatives aux besoins à venir en matière d'infrastructures. Les indicateurs de la santé financière donneront un aperçu de la capacité de la municipalité à financer la construction de nouvelles infrastructures. Cela signifie également qu'il faut interpréter prudemment les conclusions obtenues au moyen des indicateurs de la santé financière. Par exemple, il se peut qu'une municipalité jouisse d'une excellente santé financière, mais qu'elle souffre d'un déficit considérable sur le plan des infrastructures. Pour mieux comprendre la question de l'écart sur le plan des infrastructures, veuillez consulter le rapport préparé par la Table de concertation sur l'infrastructure. Il est possible que la mise en œuvre du rapport SP 3150 sur les immobilisations corporelles en 2009 fasse ressortir la nécessité d'approfondir la question.

RÉGIONS URBAINES ET RÉGIONS RURALES DE L'ONTARIO

De façon relative, les indicateurs ont permis de dégager certaines conclusions assez intéressantes au sujet des municipalités rurales et urbaines de la province :

- Presque un tiers des municipalités du Nord de l'Ontario se sont classées au bas ou près du bas de l'échelle de santé financière, ce qui équivaut à presque la moitié de la province.
- Les municipalités des régions rurales sont bien réparties sur l'échelle de santé financière. Cependant, un nombre disproportionnel de municipalités de régions rurales qui se trouvent au bas de l'échelle sont des municipalités de la région du Nord de l'Ontario.
- Plus de la moitié des municipalités à la fois rurales et urbaines ont obtenu de bons résultats. On a remarqué que les municipalités des régions urbaines ont tendance à se trouver aux extrémités de l'échelle, et que peu d'entre elles se trouvaient au milieu de l'échelle.
- Plus de 60 % des municipalités urbaines de la région du grand Toronto ont obtenu de très bons résultats et jouissent d'une santé financière relativement bonne.
- L'amélioration de la santé financière d'une région semble être attribuable à la croissance récente de la population de cette région et à l'augmentation des activités commerciales dans cette région.

RÉSULTATS DES INDICES COMPOSITES – DÉCILES

(1 À 10 – LES VALEURS BASSES CORRESPONDENT À UNE SANTÉ FINANCIÈRE RELATIVEMENT BONNE, ET LES VALEURS HAUTES CORRESPONDENT À UNE SANTÉ FINANCIÈRE RELATIVEMENT MAUVAISE.)

	Centre	Est	Grand Toronto*	Toronto	Nord	Sud-Ouest
Impôts fonciers	7	6	8	5	4	5
Assiette d'imposition	3	6	2	3	8	5
Coûts assumés par les municipalités	4	6	5	9	7	4
Données démographiques	4	6	2	1	7	6
Données économiques	5	6	2	8	7	4
Données financières	5	7	5	10	5	6
Indice global	4	6	3	7	7	5

* Les résultats de la région du grand Toronto comprennent ceux de la cité de Toronto.

Les membres de la Table ont tiré des conclusions générales sur les caractéristiques des régions de la province, et ces conclusions sont décrites ci-dessous.

MUNICIPALITÉS DE LA RÉGION DU NORD DE L'ONTARIO

Impact financier et caractère d'imposition

Le taux d'impôt foncier (proportion de l'impôt foncier par rapport au revenu médian des ménages) des contribuables du Nord de l'Ontario propriétaires de biens résidentiels est inférieur à celui des autres régions de la province. Cependant, le taux d'impôt des biens commerciaux et des biens industriels est l'un des plus élevés de toutes les régions. Les municipalités de la région du Nord de l'Ontario tirent une part importante de leurs revenus du Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario, géré par le gouvernement provincial. Si les municipalités ne recevaient pas de financement au moyen du Fonds (ou au moyen d'autres mécanismes de financement), le taux d'imposition des municipalités de la région du Nord de l'Ontario devrait être deux fois et demie plus élevé que le taux actuel pour être en mesure d'assurer le maintien des services existants. En d'autres mots, la santé financière des collectivités de la région du Nord de l'Ontario en particulier dépend largement de l'aide versée par le gouvernement provincial aux municipalités.

Au cours des cinq dernières années, les municipalités du Nord de l'Ontario ont connu une faible croissance de l'évaluation foncière des propriétés (cette croissance a été de l'ordre de 2,4 %, comparativement à 24,8 % pour la région du grand Toronto, ce qui constitue la croissance la plus forte). Cette croissance semble être alimentée par un petit nombre de propriétés et par le nombre croissant de villes tributaires d'une seule industrie dans la région du Nord. Ces collectivités sont donc plus vulnérables aux conditions économiques parce que leurs industries, qui dépendent de certaines ressources, sont influencées de façon importante par la conjoncture économique mondiale.

Données démographiques et sociales

On prévoit qu'entre 2006 et 2016, la population du Nord de l'Ontario diminuera de 3,1 %. À elle seule, cette donnée démographique laisse entrevoir que la région connaîtra des difficultés financières considérables. De plus, le pourcentage d'ainés, si on le compare à celui de la population en âge de travailler, est légèrement supérieur à celui du reste de la province, et le pourcentage de jeunes qui dépendent de la population en âge de travailler est le plus faible de toutes les régions. Dans la région du Nord de l'Ontario, le taux de chômage est supérieur à celui des autres régions, et les revenus sont inférieurs à ceux des autres régions.

Coûts relatifs aux services sociaux et endettement municipal

La région du Nord de l'Ontario a la proportion la plus élevée des coûts relatifs aux services sociaux par ménage, après celle de la région du grand Toronto. Le niveau d'endettement municipal par ménage des municipalités du Nord de l'Ontario est le moins élevé de toutes les régions de la province. Il équivaut à la moitié de celui des municipalités de la région du Sud-Ouest et de la région de l'Est de la province et à presque au tiers de celui des municipalités de la région du grand Toronto. L'assiette fiscale relativement peu étendue de nombreuses municipalités de la région du Nord peut constituer un facteur qui a une influence sur les décisions locales de moins s'endetter.

MUNICIPALITÉS DE LA RÉGION DU SUD-OUEST DE L'ONTARIO

Impact financier et caractère d'imposition

Le taux d'impôt foncier des biens résidentiels des municipalités de la région du Sud-Ouest de l'Ontario est comparable à celui des régions de l'Est et du Centre de l'Ontario. Le taux d'impôt foncier des biens commerciaux et des biens industriels est semblable à celui des autres régions, à l'exception de la région du Nord.

La région a bénéficié d'une croissance de l'évaluation foncière des propriétés (de tous les types) de l'ordre de 9,1 % entre 2001 et 2007. Le pourcentage de terres agricoles de cette région est le plus élevé de la province, soit presque cinq fois plus élevé que celui des autres provinces. Cette donnée revêt une importance particulière, puisque partout dans la province, les terres agricoles sont imposées à un taux inférieur.

Au cours des cinq dernières années, la population de la région du Sud-Ouest de l'Ontario est demeurée relativement stable. On prévoit que d'ici à 2016, elle connaîtra une croissance de l'ordre de 5,5 %, ce qui est inférieur à la moyenne provinciale. La population de jeunes est plus grande dans la région du Sud-Ouest (par comparaison avec la population en âge de travailler) que dans les autres régions de la province. Le taux d'emploi de la région est élevé (c'est-à-dire que le taux de chômage est faible) et n'est dépassé que par la région du grand Toronto, et la région a des taux de pauvreté plus bas¹.

La proportion des coûts relatifs aux services sociaux par ménage de la région est la plus faible de la province, malgré les coûts relativement élevés associés aux services sociaux des villes de London et de Windsor. Les coûts associés aux services d'urgence sont comparables à ceux de la région du Centre et de la région du Nord. Le niveau d'endettement municipal moyen des ménages de la région est de 1 239 \$. Ce niveau d'endettement est comparable à celui des ménages de la région du Centre et de la région de l'Est de l'Ontario. Les fonds de réserve, qui sont de l'ordre de 623 \$ par ménage, sont inférieurs d'environ 200 \$ à la moyenne provinciale.

MUNICIPALITÉS DE LA RÉGION DE L'EST DE L'ONTARIO

Le taux d'impôt foncier des biens résidentiels des municipalités de la région de l'Est de l'Ontario est comparable à celui des régions du Sud-Ouest et du Centre de l'Ontario. Le taux d'impôt foncier des biens commerciaux et des biens industriels est semblable à celui des autres régions, à l'exception de la région du Nord. Les municipalités de la région de l'Est de l'Ontario tirent une part importante de leurs revenus du Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario, géré par le gouvernement provincial. Si les municipalités ne recevaient pas ce financement, le taux d'imposition des municipalités de la région de l'Est devrait être une fois et demie plus élevé que le taux actuel pour être en mesure d'assurer le maintien des services existants. En d'autres mots, la santé financière des collectivités de la région de l'Est de l'Ontario en particulier dépend largement de l'aide versée par le gouvernement provincial aux municipalités.

La région de l'Est de l'Ontario connaît la croissance de l'évaluation foncière des propriétés la plus lente de toutes les régions. Entre 2001 et 2007, cette croissance a été de l'ordre de 6 % seulement. Parmi les régions du Sud de l'Ontario, la région de l'Est possède le coefficient applicable aux régions rurales et aux petites localités le plus élevé, ce qui signifie qu'il s'agit d'une région qui revêt un caractère rural et qui est peu peuplée.

Entre 2001 et 2006, la région de l'Est de l'Ontario a connu une très faible croissance de sa population, croissance qui a été de l'ordre de 2,9 % seulement. On prévoit que d'ici à 2016, la population de la région augmentera de 5,8 %. Le taux d'emploi de la région est inférieur d'environ 6 % au taux moyen des régions du Sud.

¹ Le Canada n'a pas défini un seuil de la pauvreté officiel. Pour les besoins du présent rapport, le seuil de faible revenu établi par Statistique Canada a été utilisé.

Couts assumés par les municipalités et données financières

Les fonds de réserve de la région de l'Est de l'Ontario sont les moins élevés de toute la province, et correspondent à moins de la moitié de la moyenne des régions de la province. Le niveau d'endettement moyen des ménages de la région est semblable à celui des ménages de la région du Sud-Ouest et de la région du Centre de l'Ontario. La proportion des coûts associés aux services d'urgence par ménage est la plus faible de la province, et la proportion des coûts relatifs aux services sociaux correspondent environ à la moyenne des régions de la province.

MUNICIPALITÉS DE LA RÉGION DU CENTRE DE L'ONTARIO

Impôt foncier et assiette d'imposition

Le taux d'impôt des biens industriels, des biens commerciaux et des biens résidentiels du Centre de l'Ontario est en grande partie égal au taux provincial moyen. Le taux d'impôt foncier des biens résidentiels par rapport au revenu médian des ménages est de l'ordre de 3,9 %. Le taux de croissance de l'évaluation foncière des propriétés de la région du Centre de l'Ontario, qui a été de l'ordre de 13,3 % entre 2001 et 2007, se classe au deuxième rang provincial.

Données démographiques et économiques

Entre 2001 et 2006, la région du Centre de l'Ontario a connu une croissance de sa population de l'ordre de 7,2 %. On prévoit que d'ici à 2016, la population de la région augmentera de 12,3 %. La taille de la population des jeunes et de la population âgée de la région est assez bien équilibrée si on la compare à la taille de la population en âge de travailler. Les niveaux d'emploi se situent légèrement au-dessus de la moyenne des régions de la province.

Couts assumés par les municipalités et données financières

Le niveau d'endettement municipal moyen des ménages de la région est de 1 061 \$. Les ménages des municipalités de la région de l'Est et de la région du Sud-Ouest de l'Ontario ont un niveau d'endettement moyen supérieur d'environ 200 \$ à celui des ménages de la région du Centre. Les fonds de réserve sont comparables à ceux de la région du Sud-Ouest de l'Ontario. Dans le cas de la région du Centre, la moyenne de ces fonds par ménage est de l'ordre de 682 \$, soit environ 130 \$ de moins que la moyenne provinciale.

RÉGION DU GRAND TORONTO (RGT) – À L'EXCEPTION DE LA CITÉ DE TORONTO

Impôt foncier et assiette d'imposition

Le taux d'impôt des biens résidentiels de la RGT est le plus élevé de la province si on le compare au revenu médian des ménages. Cependant, le taux d'impôt des biens commerciaux et des biens industriels est le plus faible de la province. Entre 2001 et 2007, la RGT a connu une croissance exceptionnelle de l'évaluation foncière des propriétés, qui a été de l'ordre de 24,8 %, de loin le taux de croissance le plus élevé de toutes les régions.

Données démographiques et économiques

Tout comme la croissance exceptionnelle de l'évaluation foncière des propriétés, la croissance de la population a également été considérable, puisqu'elle a été supérieure à 15 % depuis 2001. On prévoit que d'ici à 2016, la croissance de la population de la région sera de l'ordre de 25 %, ce qui correspond au double de la croissance prévue de la région du Centre de l'Ontario. Ce taux de croissance est également supérieur à celui des autres régions de la province.

Les coûts en matière de services sociaux par ménage sont deuxièmes en importance dans les municipalités entourant Toronto et sont deuxièmes en importance dans la province, mais sont loin derrière ceux de la cité de Toronto, qui sont environ 30 % plus élevés. De même, la proportion des coûts associés aux services d'urgence par ménage est environ un tiers plus élevée dans la RGT que dans la région du Sud-Ouest, la région du Nord et la région du Centre de l'Ontario. Cette statistique illustre les coûts élevés associés à la prestation de services des incendies continus dans les régions très peuplées.

Le niveau d'endettement municipal par ménage correspond presque au double de celui des ménages de la région du Sud-Ouest, de la région du Centre et de la région de l'Est de l'Ontario. Les fonds de réserve discrétionnaires, qui sont de l'ordre de 2008 \$ par ménage, sont également plus élevés que la moyenne des régions de la province, qui est de 819 \$. Cette statistique reflète les choix relatifs aux politiques en matière de financement faits par les municipalités de même que la décision de vendre certains services d'hydro-électricité, dont les recettes ont été placées dans des fonds de réserve discrétionnaires.

CITÉ DE TORONTO

Bien que le contexte varie au sein de chacune des catégories régionales, dans la région du grand Toronto, les résultats sont souvent polarisés entre la cité de Toronto et les municipalités régionales environnantes. Par exemple, la vigoureuse croissance de l'assiette de la région du grand Toronto, à l'exception de Toronto, était plus importante que celle de la cité, où la croissance totale de 2001 à 2007 a été de 3,4 % seulement. La différence est plus apparente dans les principales catégories de propriétés commerciales et industrielles, bien que des données plus actuelles montrent que la politique fiscale de la cité de Toronto en matière de réduction des coefficients des taxes professionnelles contribue à l'augmentation du taux de croissance de l'assiette commerciale.

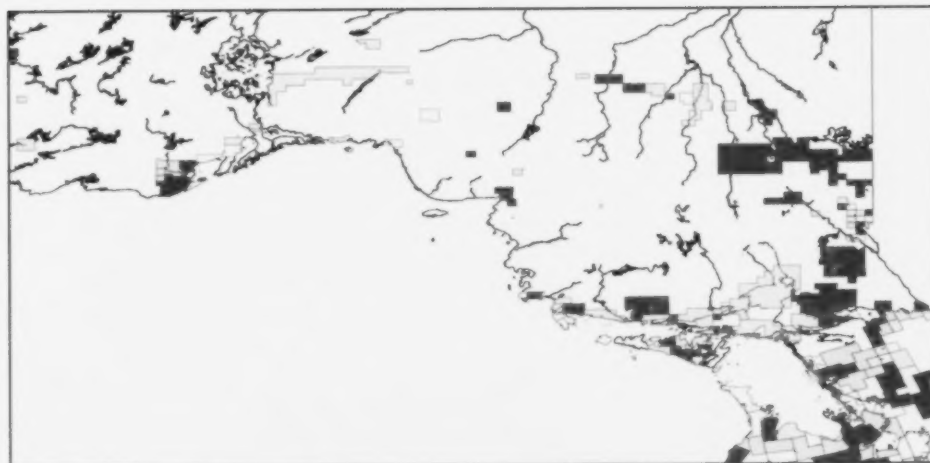
La croissance démographique est positive, mais, en général, modeste : 0,9 % de 2001 à 2006. Les taux d'emploi sont considérablement plus bas que dans les municipalités environnantes, car le taux de chômage est demeuré 1 % plus élevé à Toronto que dans les municipalités environnantes de la région du grand Toronto pendant cette période.

Le fardeau des coûts des services municipaux dans les programmes principaux est également important à Toronto. Par exemple, le nombre d'utilisateurs des transports en commun par habitant est environ huit fois plus élevé à Toronto que dans les municipalités environnantes de la région du grand Toronto; le fardeau de l'aide sociale par habitant est environ trois fois plus élevé (ce qui augmente aussi les coûts par ménage des programmes sociaux et de la santé publique), quant aux coûts des services d'urgence par ménage et au fardeau de la dette, ils sont tous deux environ 50 % plus élevés. Les niveaux d'endettement relativement élevés sont une conséquence des importants investissements en capital dans le transport en commun de la ville pour cette période, comparativement à la plupart des autres municipalités ontariennes, et a des conséquences directes sur les indicateurs du bilan dans la catégorie financière. Les résultats des indicateurs financiers expliquent également la détermination de la ville à conclure des accords fiscaux avec les autres ordres de gouvernement.



Nord-Ouest de l'Ontario

0 37.5 75 150 kilomètres



Nord-Est de l'Ontario

0 60 120 240 kilomètres



Sud de l'Ontario

0 35 70 140 kilomètres



Est de l'Ontario

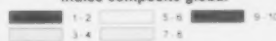
0 35 70 140 kilomètres

Indicateurs de la santé financière des municipalités

Indice composite global

Option A – Comprend les données mises à jour

Indice composite global



Indice composite global

1 – Santé financière relativement bonne; 10 – Santé financière relativement mauvaise

Division des relations provinciales-municipales en matière de finances

RÉSUMÉ – MOYENNE DES INDICATEURS PAR RÉGION (MOYENNES SIMPLES)

Indicateur	Centre	Est	Grand Toronto*	Toronto	Nord	Sud-Ouest
Impôt foncier des biens résidentiels (municipal) par rapport au revenu médian des ménages	3,9 %	3,3 %	4,2 %	2,9 %	2,8 %	3,2 %
Taux d'impôt moyen des biens commerciaux et des biens industriels	1,6 %	1,8 %	1,4 %	2,1 %	2,2 %	1,8 %

ASSIETTE D'IMPOSITION

Évaluation totale actualisée et non pondérée par ménage (\$)	235 087 \$	153 148 \$	360 390 \$	316 491 \$	125 304 \$	191 942 \$
Évaluation pondérée par comparaison avec l'évaluation actualisée et non pondérée	110,2 %	114,5 %	110,39 %	178,24 %	113,8 %	110,9 %
Croissance réelle composée de l'évaluation pondérée (de 2001 à 2007)	13,3 %	6 %	23,5 %	3,4 %	1,1 %	9,1 %
Évaluation actualisée et non pondérée des terres agricoles et des territoires forestiers sous aménagement par comparaison avec l'évaluation totale actualisée et non pondérée (%)	1,9 %	1,6 %	0,7 %	0 %	1,4 %	8,9 %
Évaluation actualisée et non pondérée des biens commerciaux, des biens industriels et des réserves par comparaison avec l'évaluation totale actualisée et non pondérée	9,5 %	11,2 %	12,7 %	20 %	19,4 %	12,8 %
Pourcentage de l'évaluation non pondérée qui correspond aux 20 plus importantes propriétés évaluées	6,2 %	9,4 %	4,6 %	3,1 %	22,5 %	9,4 %

COÛTS ASSUMÉS PAR LES MUNICIPALITÉS (PROGRAMMES SOCIAUX, SERVICES DE POLICE, SERVICES DES INCENDIES, SANTÉ PUBLIQUE, SERVICES D'AMBULANCE TERRESTRE)

Coûts relatifs aux services sociaux (programmes sociaux + santé publique) par ménage	320 \$	367 \$	477 \$	609 \$	442 \$	287 \$
Coûts relatifs aux services sociaux (programmes sociaux + santé publique) par rapport à l'évaluation actualisée et non pondérée	0,1 %	0,3 %	0,13 %	0,19 %	0,4 %	0,2 %
Coûts des services sociaux (programmes sociaux + santé publique) par rapport au revenu médian des ménages	0,9 %	1,2 %	0,79 %	1,32 %	1,7 %	0,7 %
Coûts associés aux services d'urgence (services de police, services des incendies, services d'ambulance terrestre) par ménage	616 \$	570 \$	902 \$	1 154 \$	623,5 \$	619,9 \$
Coûts associés aux services d'urgence (services de police, services des incendies, services d'ambulance terrestre) par rapport à l'évaluation actualisée et non pondérée	0,3 %	0,4 %	0,26 %	0,36 %	0,7 %	0,3 %
Coûts associés aux services d'urgence (services de police, services des incendies, services d'ambulance terrestre) par rapport au revenu médian des ménages	1,7 %	1,8 %	1,51 %	2,5 %	2,3 %	1,5 %

DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES

Population des jeunes par rapport à la population en âge de travailler	25,9 %	24 %	28,3 %	23,4 %	23 %	27,5 %
Population aînée par rapport à la population en âge de travailler	23,7 %	24,8 %	15,4 %	18,8 %	26,2 %	23,1 %
Croissance de la population sur une période de cinq ans (de 2001 à 2006)	7,2 %	2,9 %	15,9 %	0,9 %	-3 %	2,1 %
Croissance prévue de la population sur une période de dix ans (de 2006 à 2016)	12,3 %	5,8 %	25 %	7,4 %	3,1 %	5,9 %
Coefficient applicable aux régions rurales et aux petites localités.	66 %	87,5 %	23,1 %	0 %	95,3 %	79,9 %

RÉSUMÉ – MOYENNE DES INDICATEURS PAR RÉGION (MOYENNES SIMPLES)

Indicateur	Centre	Est	Grand Toronto*	Toronto	Nord	Sud-Ouest
DONNÉES ÉCONOMIQUES						
Aide moyenne versée par le gouvernement (aide sociale, assurance-emploi, Supplément de revenu garanti, Sécurité de la vieillesse, etc.) par ménage	6 960 \$	7 760 \$	6 907 \$	7 474 \$	8 559 \$	7 563 \$
Pourcentage de la population à faible revenu par rapport à la population totale	9,1 %	11,6 %	7,7 %	22,6 %	12,7 %	8,6 %
Taux d'emploi de 2001	62,5	58,5	69,7	60,8	54,9	64,3
DONNÉES FINANCIÈRES						
Changements sur le plan de la situation économique des municipalités par ménage (de 2001 à 2006)	-208 \$	-469 \$	-458 \$	-1 726 \$	-251 \$	-303 \$
Situation économique des municipalités par ménage (2006)	908 \$	121 \$	1 858 \$	-2 038 \$	1 474 \$	704 \$
Niveau d'endettement moyen par ménage (2006)	1 061 \$	1 262 \$	2 096 \$	3 113 \$	651 \$	1 239 \$
Fonds de réserve discrétionnaires moyens par ménage (2006)	682 \$	372 \$	2 008 \$	1 037 \$	450 \$	623 \$

*Les résultats de la RGT comprennent ceux de la cité de Toronto.

Remarque au sujet des indicateurs – L'analyse a été réalisée au moyen des chiffres disponibles les plus récents qui, dans certains cas, datent de quelques années. Les indicateurs ne tiennent pas compte de la situation actuelle ni des changements récents sur le plan de l'économie. Il n'existe pas d'ensemble parfait d'indicateurs qui permette de tirer des conclusions définitives sur la santé financière des municipalités ou des régions. Chaque municipalité connaît son propre lot de difficultés sur le plan économique et financier, et de nombreux facteurs influencent la santé financière relative des collectivités.

DESCRIPTION DES INDICATEURS, SOURCES ET INFLUENCE

Indicateurs	Description	Une valeur faible correspond-elle à une santé financière relativement bonne?	Influence dans la catégorie	Influence dans l'indice composite global
L'ensemble des six catégories ci-dessous est pondéré également (16,7 % chacune) pour déterminer les résultats en matière de santé financière. La pondération à l'intérieur des catégories et la pondération globale de chacun des indicateurs sont indiquées dans les deux colonnes de droite.				

IMPÔTS FONCIERS Source : Rôle d'évaluation de 2007 de la Société d'évaluation foncière des municipalités et règlements administratifs municipaux relatifs aux coefficients fiscaux

Total des impôts fonciers des biens résidentiels par rapport au revenu médian des ménages	Impôt foncier municipal des biens résidentiels moyen par ménage par rapport au revenu médian des ménages	Oui	75 %	12,5 %
Taux d'impôt moyen des biens commerciaux et des biens industriels	Recettes fiscales totales tirées de l'impôt des biens commerciaux et des biens industriels des municipalités divisées par l'évaluation non pondérée des biens commerciaux et des biens industriels.	Oui	25 %	4,17 %

ASSIETTE D'IMPOSITION Source : Rôle d'évaluation de 2007 de la Société d'évaluation foncière des municipalités et règlements administratifs municipaux relatifs aux coefficients fiscaux

Évaluation nette totale par ménage (\$)	Évaluation nette totale divisée par le nombre de ménages.	Non	10 %	1,67 %
Évaluation pondérée par rapport à l'évaluation nette	Évaluation pondérée totale divisée par l'évaluation nette totale.	Oui	10 %	1,67 %
Croissance réelle composée de l'évaluation pondérée (de 2001 à 2007)	Donnée modifiée pour que le changement relatif à la réévaluation soit retiré.	Non	30 %	5 %
Évaluation nette des terres agricoles et des territoires forestiers sous aménagement par rapport à l'évaluation nette totale (%)	Évaluation nette des terres agricoles et des territoires forestiers sous aménagement divisée par l'évaluation nette totale.	Oui	10 %	1,67 %
Évaluation nette des biens commerciaux, des biens industriels et des réserves par comparaison avec l'évaluation nette totale	Évaluation nette des biens commerciaux, des biens industriels et des réserves divisée par l'évaluation totale.	Non	10 %	1,67 %
Pourcentage de l'évaluation nette qui correspond aux 20 plus importantes propriétés évaluées	Évaluation totale des 20 plus importantes propriétés évaluées divisée par l'évaluation municipale totale.	Oui	30 %	5 %

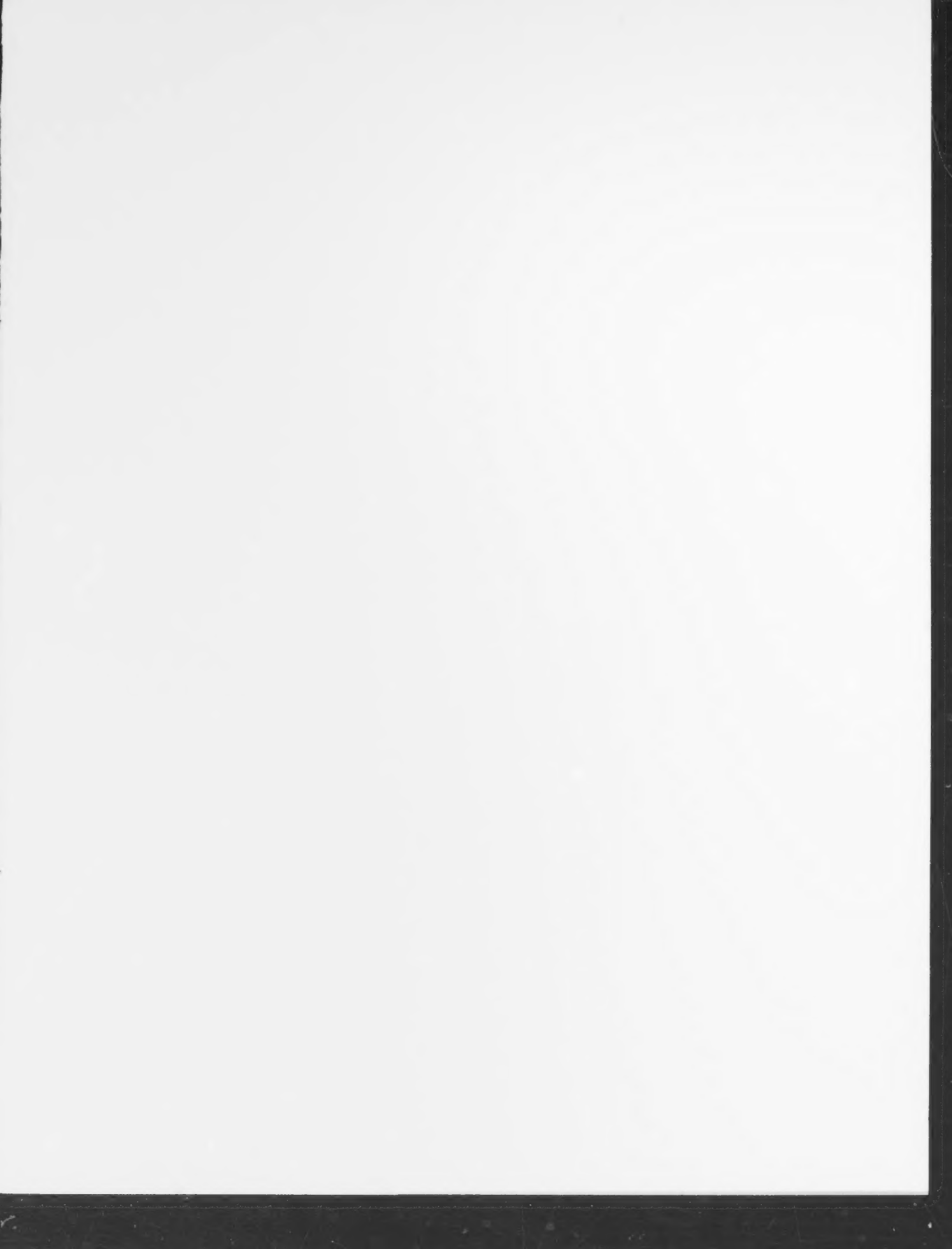
COÛTS ASSUMÉS PAR LES MUNICIPALITÉS Source : Ministère des Services sociaux et communautaires, ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse, Police provinciale de l'Ontario, et Rapport d'information financière de 2006

Coûts relatifs aux services sociaux (programmes sociaux + santé publique) : par ménage, en proportion du total de l'évaluation brute, et revenu médian (3 indicateurs différents)	Les coûts relatifs aux services sociaux comprennent les coûts associés aux programmes sociaux et ceux associés à la santé publique.	Oui	16,7 % par indicateur (3)	2,78 % par indicateur (3)
Coûts associés aux services d'urgence (services de police, services des incendies, services d'ambulance terrestre) : par ménage, en proportion du total de l'évaluation brute, et revenu médian (3 indicateurs différents)	Les coûts relatifs aux services sociaux comprennent les coûts associés aux services de police, aux services des incendies et aux services d'ambulance terrestre.	Oui	16,7 % par indicateur (3)	2,78 % par indicateur (3)

DESCRIPTION DES INDICATEURS, SOURCES ET INFLUENCE

Indicateurs	Description	Une valeur faible correspond-elle à une santé financière relativement bonne?	Influence dans la catégorie	Influence dans l'indice composite global
DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES Source : Recensement de 2001 de Statistique Canada, projections démographiques du ministère des Finances				
Population des jeunes par rapport à la population en âge de travailler	Population totale âgée de 0 à 14 ans divisée par la population totale âgée de 15 à 64 ans.	Oui	25 %	4,17 %
Population aînée par rapport à la population en âge de travailler	Population totale âgée de 65 ans et plus divisée par la population totale âgée de 15 à 64 ans.	Oui	25 %	4,17 %
Croissance de la population sur une période de cinq ans (de 2001 à 2006)	Population au recensement de 2006 par comparaison avec la population au recensement de 2001.	Non	20 %	3,33 %
Croissance prévue de la population sur une période de dix ans (de 2006 à 2016)	Population estimée en 2016 divisée par la population au recensement de 2006.	Non	5 %	0,83 %
Coefficient applicable aux régions rurales et aux petites localités	Coefficient applicable aux régions rurales et aux petites localités. Permet de calculer la proportion de la population d'une municipalité donnée qui réside dans des régions rurales ou dans de petites collectivités.	Non	25 %	4,17 %
DONNÉES ÉCONOMIQUES Source : Recensement de 2001 de Statistique Canada				
Aide moyenne versée par le gouvernement (aide sociale, assurance-emploi, Supplément de revenu garanti, Sécurité de la vieillesse, etc.) par ménage	Total de l'aide versée par le gouvernement (aide sociale, assurance-emploi, Supplément de revenu garanti, Sécurité de la vieillesse) divisé par le nombre de ménages.	Oui	25 %	4,17 %
Pourcentage de la population à faible revenu par rapport à la population totale	Proportion de la population dont le revenu se situe sous le seuil de faible revenu divisée par la population totale.	Oui	50 %	8,33 %
Taux d'emploi de 2001	Total de la population active occupée divisé par la population active totale (personnes âgées de 15 ans et plus).	Non	25 %	4,17 %
DONNÉES FINANCIÈRES Source : Rapport d'information financière de 2006				
Changements sur le plan de la situation économique des municipalités par ménage (de 2001 à 2006)	Changements sur le plan de la situation économique des municipalités par ménage en 2006 moins les changements sur le plan de la situation économique des municipalités par ménage en 2001 (Rapport d'information financière de 2001).	Non	25 %	4,17 %
Situation économique des municipalités par ménage (2006)	Situation économique des municipalités en 2006 divisée par le nombre de ménages.	Non	35 %	5,83 %
Niveau d'endettement moyen par ménage (2006)	Endettement total en 2006 divisé par le nombre de ménages.	Oui	20 %	3,33 %
Fonds de réserve discrétionnaires moyens par ménage (2006)	Total des fonds de réserve discrétionnaires en 2006 divisé par le nombre de ménages.	Non	20 %	3,33 %

¹ Le Canada n'a pas défini un seuil de la pauvreté officiel. Pour les besoins du présent rapport, le seuil de faible revenu établi par Statistique Canada a été utilisé.





Pour de plus amples renseignements, veuillez visiter le site :
ontario.ca/examenprovincialmunicipal

Ministère des Affaires municipales et du Logement

ISBN 978-1-4249-7522-8 (Imprimé)

ISBN 978-1-4249-7524-2 (PDF)

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2008

750/10/08

Available in English under the title *Provincial-Municipal Fiscal and Service Delivery Review: Facing the Future Together*